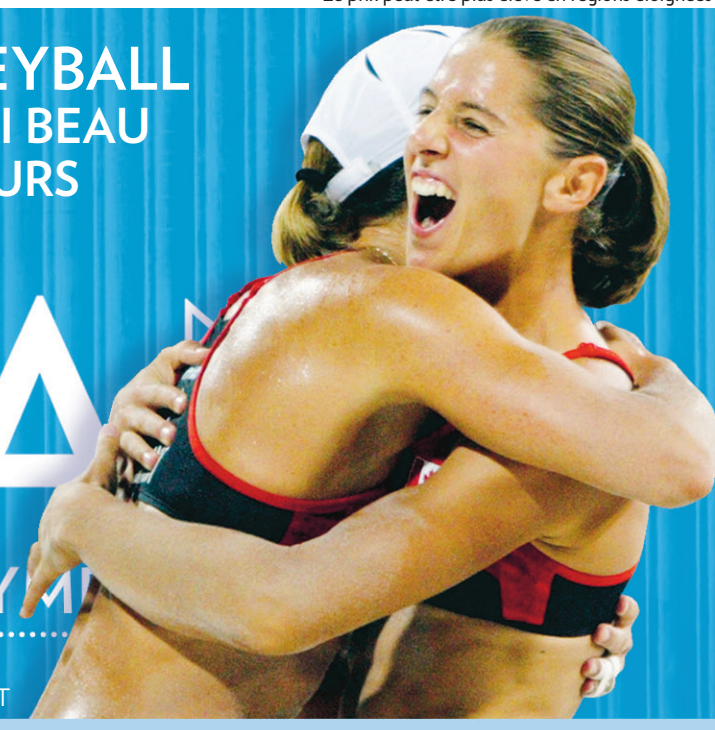
Montréal samedi 21 août 2004 Le plus grand quotidien français d'Amérique 120e année no 298 184 pages 11 cahiers Nuageux, Max. 20 Min. 12 2 $ taxes en sus - Édition provinciale 2,10 $
Le prix peut être plus élevé en régions éloignées

cyberpresse.ca
LA PRESSE

KAREN COCKBURN



ANNIE MARTIN ET GUYLAINE DUMONT

ATHÈNES › JEUX DE LA XXVIIIe OLYMPIADE

VOLLEYBALL UN VRAI BEAU PARCOURS

PAGE 3

RENTRÉE SCOLAIRE LA FACTURE EST SALÉE PAGES 2 ET 3

Grippe aviaire Une souche mortelle chez le porc pourrait affecter l'homme

L'OMS CRAINT L'ÉPIDÉMIE

PIERRE-ANDRÉ NORMANDIN

Une chercheuse chinoise a récemment découvert la présence d'une souche mortelle de grippe aviaire chez des porcs. Le virus pourrait se servir de ce nouvel hôte pour déclencher une épidémie mondiale chez l'homme, craint l'Organisation mondiale de la Santé (OMS).

Dans un communiqué diffusé hier, l'OMS rappelle que les porcs ont contribué à la naissance de deux pandémies d'influenza au cours du 20e siècle. « Si un animal est infecté simultanément par des virus de souches aviaire et humaine, il peut servir de « réservoir » où les virus vont échanger leur matériel génétique, est-il écrit. Le nouveau virus, que le système immunitaire humain ne reconnaîtra pas, aura le potentiel d'atteindre un grand nombre de personnes s'il conserve suffisamment de gènes permettant son transfert à l'humain. »

›Voir ÉPIDÉMIE en A4

Le Canada rebondit !

PIERRE FOGLIA
CHRONIQUE

ATHÈNES – Je vous le disais pas plus tard qu'hier : le Canada est la nation du trampoline. Médaille d'argent pour Karen Cockburn, la seconde du Canada depuis le début des Jeux. Et une sixième place pour Heather Ross-McManus.

Quand je pense que j'ai failli ne pas assister à ce triomphe. Mon jeune collègue Simon Drouin voulait y aller aussi. On en est presque venus aux coups. C'est moi ! Non, c'est moi ! J'ai finalement usé de mon droit d'ancienneté. Il a fait une dernière tentative, très émotive : laisse-moi y aller, le trampoline est une grande tradition chez les Drouin, on disait le chapelet en famille en faisant du trampoline...

Si ça se trouve, c'est même pas vrai. Anyway, j'ai tenu bon.

Quand je suis arrivé au somptueux Indoor Hall, où se déroulait cette finale, il y avait là assez de journalistes canadiens pour former une association des journalistes de trampoline du Canada.

›Voir CANADA en A4

Mon clin d'oeil STÉPHANE LAPORTE
« Je suis habituée d'avoir des hauts et des bas. »
— Karen Cockburn, médaillée d'argent en trampoline.

Athènes 2004 L'Éthiopie conserve son hégémonie au 10 000 mètres

PHOTO JASON REED, REUTERS

L'Éthiopien Kenenisa Bekele (1657) a fait honneur à ses origines, hier soir, en remportant le titre de champion olympique du 10 000 m détenu par son mentor Haile Gebrselassie (1665). Le jeune athlète a franchi la ligne d'arrivée puis a attendu la légende, Gebrselassie, qui est arrivé 22 secondes plus tard. Les deux hommes ont ensuite rejoint un autre de leurs compatriotes, le médaillé d'argent Sileshi Sihine, pour un tour d'honneur. À lire en page 2 du cahier Athènes 2004.

Vivre près des stations-service quadruple les risques de leucémie

PIERRE-ANDRÉ NORMANDIN

Les enfants vivant à proximité d'une station-service risquent quatre fois plus de contracter une leucémie, selon une récente étude française. Les émanations de benzène, une substance cancérigène présente dans l'essence, représenteraient un grave danger pour la santé des jeunes.

« Les facteurs de risque de la leucémie sont encore peu connus », indique Jacqueline Clavel, directrice de recherche de l'Institut national de la santé en France.

L'année dernière, son équipe de chercheurs a donc interrogé les parents de 280 enfants leucémiques et de 285 jeunes en santé de Paris, Lyon, Nancy et Lille. Les familles ont été principalement interrogées sur les éléments de leur environnement susceptibles d'avoir causé la maladie. « Dix-sept mères nous ont répondu vivre ou avoir vécu à proximité d'un garage », affirme Mme Clavel.

Tout comme en France, l'essence canadienne doit contenir moins de 1 % de benzène depuis juillet 1999. Toutefois, la concentration du produit cancérigène dans certaines essences peut parfois atteindre jusqu'à 1,5 % au Canada.

›Voir LEUCÉMIE en A6

SOMMAIRE

Astrologie du jour	VACANCES	16
Avis et encans	AFFAIRES	6
	PETITES ANNONCES	12
Bridge	VACANCES	12
Décès	PETITES ANNONCES	10, 11
Feuilleton	VACANCES	16
Forum	A	18, 19
Grilles des Mordus	SPORTS	14
Horaire télévision	ARTS	12
Jardiner	MON TOIT	15
Loteries	A	5 et 9
Lucky Luke	CINÉMA	8
Mots croisés	VACANCES	16
Mot mystère	VACANCES	16
Observateur	VACANCES	16
Petites annonces	CAHIER PETITES ANNONCES et AFFAIRES	2
Trait d'union	VACANCES	17

Météo
Nuageux avec percées de soleil, maximum 20, minimum 12, plus de détails en page AFFAIRES 10

6 21924 45678 2

« Les scandales me suivront jusqu'à la mort »

Brigitte Bardot lance un appel à Paul Martin pour sauver les phoques

Brigitte Bardot a accordé cette semaine à La Presse *l'une de ses rares entrevues. Pour causer phoques — impossible d'y échapper — mais sans se défiler quand la conversation déviera sur sa nouvelle réputation de polémiste raciste.*

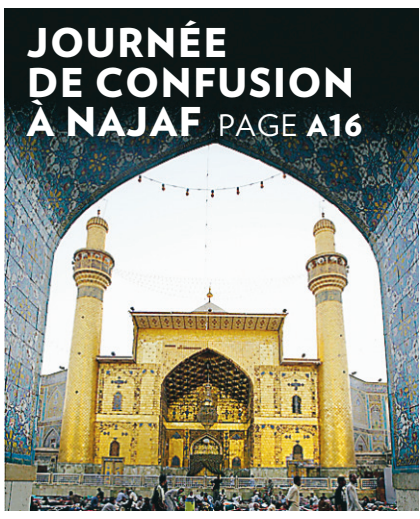
LOUISE LEDUC

Oubliez la Brigitte Bardot qui, les cheveux dans le vent sur sa Harley-Davidson, n'a besoin de personne. À quelques semaines de ses 70 ans, Brigitte Bardot, prise d'arthrose, lance un appel à l'aide à Paul Martin lui-même, seul capable à son avis de lui éviter de finir sa vie sur l'échec de son vain combat pour les phoques.

Jointe chez elle à Saint-Tropez, elle dit attendre que passe le mois d'août. « Vous n'imaginez pas le bordel ici, avec tous ces cars de touristes. »

Là-bas, elle a deux maisons : l'une, petite, où elle dit vivre avec une dizaine de chiens et une quarantaine de chats qui dorment dans son lit (tous ?) et où elle a à son service depuis 20 ans la même femme de ménage.

›Voir BARDOT en A12



JOURNÉE DE CONFUSION À NAJAF PAGE A16

SANS ESCALE Vancouver 189 $
Orlando 69 $ Fort Lauderdale 69 $ Los Angeles 119 $ Las Vegas 119 $ Edmonton 179 $ Calgary 179 $ Victoria 209 $
jetsgo.net
Jetsmiles Obtenez jusqu'à 2000 Jetsmiles pour un vol de longue distance. Échangez à partir de 7000 Jetsmiles.
Jetsgo
Départs depuis Montréal. Prix web par trajet. Taxes et supplément en sus. Selon la disponibilité. Détails sur jetsgo.net.
3237914A

RENTRÉE SCOLAIRE

LA FACTURE EST SALÉE

PHOTO ARMAND TROTTIER, LA PRESSE ©

Simon-Alexandre Poitras n'a que 7 ans, mais il porte déjà l'uniforme de l'école primaire privée Les Trois-Saisons, de Boucherville. « Ça me coûte presque 400 $ par année, mais ça évite d'acheter cinq pantalons différents », dit Chantal Bélanger, sa mère.

Le coût du privé

Quand un million d'élèves s'apprêtent à retourner en classe dans les écoles primaires et secondaires du Québec, ça crée pas mal de mouvement dans les magasins de matériel scolaire. Les ateliers d'uniformes, en plein boom, sont eux aussi envahis par des élèves qui viennent de plus en plus du secteur public. La note est salée pour les parents.

MARIE ALLARD

L'uniforme fait un retour dans... les collèges privés. Depuis un an, le nombre d'écoles privées qui imposent un uniforme a grimpé de 10 %, pour s'établir à 80 % des 163 membres de la Fédération des établissements d'enseignement privé (FEEP). « C'est davantage le retour d'une garde-robe obligatoire que du pantalon gris avec veston et cravate », indique Auguste Servant, porte-parole de la FEEP.

La formule plaît puisque le Québec compte un nombre record d'élèves inscrits au privé — 17 % des jeunes du secondaire, selon les données de 2004 du ministère de l'Éducation (MEQ). Plus frappant encore, à la Commission scolaire de Montréal (CSDM), 20 % des élèves choisissent le privé au moment d'entrer au secondaire.

« Aujourd'hui, les enfants demandent à aller au collège privé puisque leurs amis y vont », affirme Martine Ducharme, une mère de Laval. Sa fille, Laurence Roy, 12 ans, s'apprête à commencer le secondaire au collège Saint-Sacrement de Terrebonne. « J'ai hâte de voir comment ça va être, dit-elle en essayant un kilt rouge à carreaux, trop long à son goût. Est-ce qu'on peut le raccourcir un peu ? »

Habiller la jeune fille pour la rentrée a coûté 580 $ à sa mère, chaussures comprises. « Je ne pense pas que l'uniforme nous fasse épargner énormément, d'autant plus qu'il faut leur acheter d'autres vêtements pour la fin de semaine », souligne-t-elle.

Jadis réservé aux riches, le privé est désormais le choix de familles de classe moyenne qui doivent se serrer la ceinture en septembre. Si le revenu moyen des parents des élèves du Lower Canada College en impose (148 300 $, selon le palmarès de *L'Actualité*), il est plus modeste à Jean-Eudes (56 300 $) ou à Regina-Assumpta (65 900 $). Surtout quand on sait qu'envoyer un enfant à l'une de ces institutions coûte au moins 3000 $ par an.

À Jean-Eudes, un collège situé dans le quartier Rosemont, c'est 2625 $ qu'un parent doit débourser pour y inscrire son enfant. Aux 2250 $ de droits de scolarité s'ajoutent 175 $ de frais d'inscription, 100 $ pour la carte d'identité, le casier, l'agenda et le calendrier et 100 $ en prêt sans intérêt consenti à l'établissement. Au collège Letendre, de Laval, c'est 2423 $, et au collège Rachel, de Montréal, 2580 $.

Il faut ensuite acheter les crayons, classeurs et cahiers d'exercices. « L'ensemble de ce matériel peut coûter 300 $ par élève, dit M. Servant. Beaucoup de maisons d'enseignement ont cependant des systèmes d'achat-revente ou de prêt, ce qui permet d'économiser. » À cela s'ajoute l'uniforme.

« La première année, les parents achètent généralement deux pantalons, de trois à cinq hauts, un chandail chaud, un costume d'éducation physique et une paire de souliers. Lors des années subséquentes, ils s'en tirent pour le tiers du prix, à moins que l'enfant n'ait beaucoup grandi », explique Mario Piacente, qui fabrique les uniformes de 80 écoles du Québec.

Son entreprise, la Maison Piacente, de Saint-Léonard, ressemble ces jours-ci à une véritable ruche.

Dans l'usine de 75 000 pieds carrés, 150 employés s'affairent à coudre l'un ou l'autre des 500 000 vêtements nécessaires pour habiller la jeune clientèle. Juste à côté, dans un vaste entrepôt, parents et enfants font la queue pour récupérer leur commande, procéder aux essayages et faire faire les retouches, si nécessaire. « Nous offrons 16 tailles, du 8 ans junior au 4 *X-Large*, indique M. Piacente. Comme les uniformes sont obligatoires, on ne peut pas dire à un élève du secondaire qu'il est trop gros, qu'on ne peut pas l'habiller. »

Un choix de 5000 morceaux

Bien que la compagnie fabrique toujours des kilts et des vestons, sa gamme de vêtements s'est considérablement élargie avec les années, pour atteindre... 5000 morceaux différents.

« Si cela correspond aux paramètres d'une école et aux demandes des parents, on peut offrir des hauts en tricot, des manches trois-quarts ou des chandails avec fermeture éclair, illustre M. Piacente. Ce n'est pas obligé d'être affreux parce que c'est un uniforme ! »

Simon-Alexandre Poitras, 7 ans, porte un costume tout simple pour aller à l'école primaire privée Les Trois-Saisons, de Boucherville. Il s'agit d'un polo et d'un pantalon, en plus d'un habit de jogging pour l'éducation physique.

« Grâce à l'uniforme, il n'y a plus de casse-tête pour l'habiller le matin », souligne Chantal Bélanger, sa mère, qui paie ce costume presque 400 $.

Fiston est moins convaincu. « Des fois, fait valoir le petit blondinet, c'est un peu *plate* de ne pas pouvoir changer de vêtements. »

UNIFORMES À L'ÉCOLE PUBLIQUE

La fin des nombrils à l'air

MARIE ALLARD

Dès la rentrée, les élèves de l'école secondaire publique Hubert-Maisonneuve porteront un uniforme plutôt qu'un jean à taille basse ou un t-shirt décolleté. « On va sûrement voir moins de bedaines à l'air », se réjouit la directrice, Monique Milette.

Aux prises avec la concurrence féroce du privé, cet établissement de Rosemère n'a pas hésité à imposer le costume, une décision appuyée par 77 % des parents.

Il ne s'agit pas d'un cas unique, puisque des écoles publiques de Montréal, Chambly, Saint-Jérôme, Mont-Royal et Gatineau ont aussi troqué le laisser-aller des ados pour une « collection vestimentaire obligatoire », terme qui désigne l'uniforme dernier cri.

D'autres songent à leur emboîter le pas d'ici peu, comme l'école Val-Mauricie, à Shawinigan, qui a présenté cette semaine différents modèles d'uniformes aux parents.

« Notre expérience a fait boule de neige », constate Guylaine Gagnon, agente d'information à l'école secondaire de Lafontaine, où l'uniforme est obligatoire depuis 2003.

« De plus en plus d'écoles mettent à jour leur code vestimentaire, en réaction aux abus des élèves, confirme Denis Pouliot, porte-parole de la Fédération des commissions scolaires du Québec (FCSQ). D'autres se dotent de garde-robes obligatoires ou d'uniformes, ce qui suscite toujours le même dilemme. Les parents y sont favorables, parce que c'est plus simple à organiser, tandis que les élèves sont moins chauds à l'idée, puisqu'ils tiennent à choisir leurs tenues. »

Il est impossible de dresser un portrait exact du phénomène, le ministère de l'Éducation (MEQ) ne compilant pas de statistiques à ce sujet. « Le choix de l'uniforme se fait localement, dans les conseils d'établissement », explique Johanne Méthot, agente d'information au MEQ. Une chose est sûre : c'est tout à fait légal. Les élèves mécontents — il y en a eu deux à Hubert-Maisonneuve — n'ont qu'à s'inscrire à une autre école s'ils le souhaitent.

Protestations d'élèves

« D'ici quatre ou cinq ans, l'école publique va prendre beaucoup d'importance dans le secteur des uniformes, prédit Mario Piacente, dont l'entreprise habille 76 collèges privés et quatre écoles publiques. Le processus vers l'adoption d'un uniforme est plus long au public qu'au privé, mais au bout du compte on constate un grand intérêt. »

Il faut, bien sûr, surmonter les écueils des débuts. « Au départ, nos élèves essayaient de personnaliser leur uniforme en coupant les manches des hauts ou en agrandissant leurs échancrures, se rappelle Mme Gagnon, de l'école de Lafontaine. Les adolescents aiment protester, alors il fallait s'y attendre, mais on a tenu bon. Maintenant, l'uniforme est entré dans les moeurs. »

Polos vert tendre ou aubergine

À Hubert-Maisonneuve, c'est surtout « pour mettre en place un sentiment d'appartenance à l'école » que le costume est proposé, affirme Mme Milette. « C'est un plus pour les élèves, qui n'auront plus à être en compétition vestimentaire les uns avec les autres », fait-elle valoir.

Il faut dire que la collection choisie est particulièrement mignonne, avec des polos, tuniques et pantalons vert tendre ou aubergine. « Les écoles qui viennent nous voir ne veulent pas de jupes à carreaux », souligne Tammy Hatten, responsable du développement de Stone Lizard, designer de l'uniforme porté à Hubert-Maisonneuve.

La compagnie, qui a dessiné les costumes de trois écoles publiques, travaille toujours avec un comité formé de la direction, des parents et des élèves. « Nous arrivons à satisfaire tout le monde grâce à quelques trucs, explique Mme Hatten. On peut ajouter un empiècement sous le col d'un polo pour qu'on ne voie pas le décolleté, ou ne mettre que deux boutons au lieu de quatre pour limiter l'ouverture d'un col. »

Reste à régler la note, de 200 à 250 $ par élève, selon Stone Lizard.

« Dans le cas où des parents auraient des difficultés à payer, on fait preuve de souplesse, indique Mme Milette. Il ne faut cependant pas oublier que même sans uniforme, les parents doivent débourser pour habiller les jeunes. »

RENTRÉE SCOLAIRE LA FACTURE EST SALÉE

Quand rentrée rime avec pauvreté

MARIE ALLARD

À la Commission scolaire de Montréal (CSDM), où le tiers des élèves vit sous le seuil de la pauvreté, la rentrée n'est pas toujours synonyme de cahiers neufs. « L'achat de matériel cause problème pour certains de nos élèves, dit Claudette Lechasseur, porte-parole de la CSDM. Les directions d'école ont cependant du matériel en cas de besoin. »

Il faut dire que la note de la rentrée scolaire grimpe vite. En 2003, les Québécois ont dépensé 385 $ en matériel scolaire et 590 $ en vêtements pour la rentrée, selon un sondage Léger Marketing. « L'aide sociale ne prévoit pourtant que 75 $ pour la rentrée d'un enfant au primaire et 125 $ pour un enfant au secondaire », souligne Sylvie Rochette, directrice du Regroupement des Magasins-Partage de Montréal.

« Contrairement à ce que dit le ministre Reid, les gens ne paient pas à la mesure de leurs moyens, observe Pauline Marois, critique péquiste en matière d'éducation. Tous les parents d'une école paient le même prix. »

Cela cause des maux de tête aux familles démunies.

« Les gens qui bénéficient de l'aide sociale, qui travaillent à temps partiel ou à petit salaire n'arrivent pas, dit Solange, une mère d'Hochelaga-Maisonneuve. Ils sont dans la misère pendant deux mois pour payer les effets scolaires, les frais et les vêtements. » Sans diplôme, sans travail, sans nouvelles du père de son enfant, Solange a déjà craint la rentrée. « Jusqu'à l'an passé, je me suis privée de manger et de m'habiller pour que ma fille ait tout, raconte-t-elle. Puis, j'ai découvert le Magasin-Partage. J'y suis allée à reculons, à cause de mon orgueil, mais j'ai beaucoup aimé l'atmosphère qu'il y avait. »

De fil en aiguille, Solange est devenue bénévole au Magasin-Partage d'Hochelaga-Maisonneuve, puis employée. Cette année, c'est elle qui accueille les familles venues y chercher un répit.

Trois organismes offrent leur aide

Au total, les huit Magasins-Partage de la rentrée permettent à 1000 élèves de recevoir gratuitement des fournitures scolaires et une boîte à lunch. Les parents peuvent quant à eux acheter des denrées prévues exprès pour les dîners, à 10 % du prix coûtant. « Nous voulons éviter qu'un enfant arrive à l'école avec un simple sandwich au saucisson de Bologne placé dans un sac de plastique », explique Mme Rochette.

À la Société Saint-Vincent de Paul, c'est l'Opération bonne mine qui est en cours. Les familles de 1300 élèves reçoivent un coupon d'une valeur de 50 $ échangeable contre du matériel scolaire chez Jean Coutu ou dans les écoles. « Comme les enfants peuvent choisir eux-mêmes leurs effets à la pharmacie, ils adorent le programme », dit Chantal Tessier, coordonnatrice de l'Opération bonne mine.

Ce n'est pas tout : l'organisme Partageons l'espoir distribue aussi quelque 110 000 articles scolaires dans 35 écoles du sud-ouest Montréal. « On essaie de donner tout ce dont un enfant a besoin au début de l'année, pour qu'il soit comme les autres », indique Lise Lalande, directrice adjointe de Partageons l'espoir.

Malheureusement, toute cette aide ne suffit pas à répondre aux besoins. Les inscriptions aux Magasins-Partage étaient complètes dès juin, soit bien avant que les enfants ne pensent à la rentrée.

PHOTO MARTIN TREMBLAY, LA PRESSE©

« On achète seulement ce qu'il faut pour la rentrée scolaire », affirment Dany Trudel et Rui Dos Santos, les parents d'Amber, 10 ans, Richard, 7 ans et Noah, 2 ans. Leur note s'est élevée à 170,80 $.

Faut-il plafonner les frais exigés par les écoles publiques?

MARIE ALLARD

Envoyer ses enfants à l'école publique — en principe gratuite au Québec — coûte de plus en plus cher. En quatre ans, les frais demandés aux parents ont en effet grimpé de 43 %, passant de 100 à 143 millions entre 1999 et 2003, selon un rapport inédit du Comité sur les frais exigés des parents, dont des extraits ont été révélés cette semaine par *La Presse*.

Seulement pour l'achat de cahiers d'exercices, les établissements publics ont facturé 35,2 millions aux parents en 2003, soit 9 millions de plus qu'en 1999. Constatant qu'il y a « parfois des exagérations », la critique péquiste en matière d'éducation, Pauline Marois, propose une solution : encadrer les frais demandés aux parents.

« Au cégep, on a plafonné les frais afférents pour s'assurer que tout le monde soit raisonnable, rappelle-t-elle. On pourrait faire la même chose dans les écoles, en discutant avec les comités de parents pour fixer un certain plafond à ne pas dépasser. »

Le ministre de l'Éducation, Pierre Reid, refuse de se prononcer sur le sujet. « On va attendre de connaître les recommandations du rapport avant de commenter », affirme Caroline Richard, attachée de presse du ministre.

« Il faut faire confiance au milieu, indique pour sa part Denis Pouliot, porte-parole de la Fédération des commissions scolaires du Québec (FCSQ). Les conseils d'établissement (auxquels siègent des parents) sont là pour jeter un regard critique sur les demandes des professeurs. Il existe par ailleurs déjà des balises, transmises aux commissions scolaires à l'époque de François Legault. »

Seulement pour l'achat de cahiers d'exercices, les établissements publics ont facturé 35,2 millions aux parents en 2003, soit 9 millions de plus qu'en 1999.

Une pratique illégale

Le problème, c'est que ces balises ne sont pas toujours respectées. L'école Westwood High School, de la commission scolaire Lester B. Pearson, vient d'envoyer aux parents une lettre disant que les élèves ne pourront obtenir leur horaire et leur agenda qu'une fois les frais acquittés. Cette pratique, qui contrevient à la règle de la gratuité scolaire, est interdite selon un document publié par le MEQ en 1999, *Frais exigés des parents : quelques balises*.

Heureusement, le ministre Reid assure qu'il donnera suite au rapport du Comité sur les frais exigés des parents. « J'ai l'intention d'agir sur les pistes d'action (qui seront proposées) », a-t-il dit mercredi, en marge du caucus des députés libéraux, qui se déroulait à Beauport.

En attendant, les parents doivent ouvrir leurs goussets. Au magasin Bureau en gros de Saint-Léonard, plusieurs familles rencontrées cette semaine par *La Presse* ont constaté que la rentrée coûtait cher. « On achète tout maintenant, parce qu'on ne sait pas si on pourra trouver ce qu'il nous faut plus tard dans l'année », a indiqué Li Sha, une mère accompagnée de ses fils, Steven et Alex Lu, âgés de 12 et 15 ans.

« Plus nos enfants vieillissent, plus on nous demande de matériel scolaire, a ajouté Dany Trudel, la mère d'Amber, 10 ans, de Richard, 7 ans et de Noah, 2 ans. Heureusement que la garderie n'exige pas grand-chose ! »

Il a fallu plus d'une heure de magasinage à la famille de Mme Trudel pour trouver les cahiers Canada, reliures à attaches (*duotangs*), pinceaux et cartons de couleur (en paquet de 50, s'il vous plaît) inscrits sur la liste envoyée par l'école. « L'an passé, un professeur nous a demandé d'acheter des papiers-mouchoirs, des lingettes humides et des essuie-tout, affirme-t-elle. Cette fois, c'est plus conventionnel. »

Sans faire de folies — à part quelques pots de peinture pour le petit Noah — la note s'est élevée à 170,80 $. « Il manque seulement un tablier pour Amber, qui n'en a pas trouvé à sa taille », a indiqué Rui Dos Santos, le père de la famille, avant de quitter le magasin.

Il ne restait qu'à payer les frais exigés par l'école (110 $ pour Amber et 96 $ pour Richard), la surveillance du dîner (200 $ par enfant, en deux versements) et le service de garde (7 $ par jour, par enfant). Et cela, sans compter la garderie pour le petit dernier...

« Certains parents peuvent trouver ça cher, mais que voulez-vous, les écoles manquent d'argent, fait valoir Chantal Taillefer, professeure de géographie à l'école secondaire du Grand-Coteau, à Sainte-Julie. Pour éponger les dettes des commissions scolaires, elles éliminent les postes de psychologue, d'intervenant en toxicomanie, etc. On ne peut pas faire de miracle si on n'a pas de moyens. »

Il est aussi possible d'économiser en réutilisant le matériel. « En juin, les poubelles des écoles sont pleines de *Bescherelle* et de feuilles encore utilisables, souligne Mme Taillefer. C'est un gaspillage honteux. »

Le calendrier de la rentrée

Au cégep :
Le 23 août.

Au primaire et au secondaire :
Du 30 août au 1er septembre.

À l'université :
Le 1er septembre à l'Université de Montréal et le 7 septembre à l'UQAM.

SUITES DE LA UNE

Seule la Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de *La Presse* et celles des services de la Presse Associée et de Reuters. Tous les droits de reproduction des informations particulières à *La Presse* sont également réservés. ISSN 0317-9249. Le quotidien *La Presse* est publié et édité par *La Presse*, Itée dont le siège social est sis au 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9 et il est imprimé à Transcontinental Métropolitain, situé au 12 300, boulevard Métropolitain Est, Pointe-aux-Trembles, division de Imprimeries Transcontinental G.T. inc. Guy Crevier. Président et éditeur.

Le Canada rebondit !

CANADA
suite de la page A1

Mais j'ai vite compris qu'ils n'entendaient absolument rien au trampoline. Des opportunistes. Hier, c'était vendredi, ça leur prenait une médaille pour le gros journal du samedi. Et voilà. Des chercheurs d'or, pas des journalistes.

Mais peut-être que vous non plus n'entendez rien à ce merveilleux sport ? C'est facile, le trampoline, c'est comme le patinage artistique. Deux différences : les filles portent aux pieds des chaussons de ballerine, et la musique est de la musique de centre commercial, si bien que pendant que se déroule la compétition, t'arrêtes pas de penser qu'il faut absolument que t'achètes des Q-tips et des filtres à café en revenant. Voyez, c'est écrit ici, dans mon carnet de notes : Karen Cockburn double vrille arrière, Q-tips.

Tout le reste est comme le patinage. Quand les filles ont fini leur routine elles vont s'asseoir sur un sofa en attendant leur note. Leur entraîneur les tient par l'épaule. Elles sourient et font des petits bye-bye à la caméra. Elle portent un costume avec des brillants, comme en portent les écuyères à la foire agricole de Saint-Hyacinthe. Celui des Canadiennes hier était rouge.

Les juges finissent par donner leur note, qui s'inscrit au tableau. Des fois, les filles pleurent. Et comme en patinage artistique, les juges sont tous achetés. Hier, pour la médaille d'or, ils ont honteusement favorisé une certaine Anna Dogonadzé, devenue Allemande par mariage, mais Géorgienne d'origine, et on sait comment les gens des anciennes républiques russes ont le tour d'influencer les juges des sports artistiques. D'ailleurs, le trampoline est plein de Bulgares, d'Ukrainiens, de Biélorusses et de gens d'Ouzbékistan. C'est un très beau sport, mais pas tellement recommandable, surtout le soir.

Pour revenir à notre médaillée d'argent, Karen Cockburn, championne du monde en titre depuis l'an dernier, c'est la blonde de Mathieu Turgeon, un autre espoir de médaille au trampoline, qui s'exécute aujourd'hui. Encore sur Karen : elle a peur en avion et elle a le vertige, ce qui ne laisse pas d'étonner quand on voit ses acrobaties. Elle nous a raconté qu'elle avait été très nerveuse durant toute la compétition. « J'avais 19 ans à Sydney quand j'ai gagné ma médaille de bronze, j'étais juste contente d'être là. Ici, j'avais des attentes, le Canada attendait cette médaille, et ce n'est vraiment pas pareil. »

Karen Cockburn avait annoncé pour la finale une routine à très haut coefficient de difficulté, elle a changé à la toute dernière seconde pour une routine moins risquée : « Cela ne me ressemble pas, mais comme je viens de vous dire, j'étais nerveuse, et un peu ébranlée par ma performance très moyenne en préliminaires. » Pour le reste de son propos, il tient tout dans sa conclusion : c'est un grand jour pour Trampoline Canada.

Je suis d'accord.

Les élèves dans les stades

AGENCE FRANCE—PRESSE

ATHÈNES — Quelque 50 000 billets pour les compétitions des Jeux paralympiques, prévus du 17 au 29 septembre à Athènes, seront distribués gratuitement aux élèves des écoles publiques grecques, a indiqué hier le ministère de l'Éducation, alors que jusque-là, les organisateurs ont échoué à remplir les stades des Jeux olympiques.

Le Ministère a acheté ces billets auprès du comité organisateur (Athoc) avec pour objectif d'envoyer 40 000 écoliers, collégiens et lycéens, et 10 000 enseignants qui les accompagneront assister aux épreuves. Le Ministère affirme avoir fait ce geste pour « donner une leçon de vie » au jeune public, et le sensibiliser au problème du handicap.

POUR JOINDRE LA PRESSE

La Presse, 7, rue Saint-Jacques,
Montréal (Québec) H2Y 1K9

ABONNEMENT	(514) 285-6911
cyberpresse.ca/abonnement	1 800 361-7453
PETITES ANNONCES	(514) 987-8363
petitesannonces@lapresse.ca	1 866 987-8363
DÉCÈS	(514) 285-6816
deces@lapresse.ca	
CARRIÈRES	(514) 285-7320
carrieres@lapresse.ca	
RÉDACTION	(514) 285-7070

L'OMS craint l'épidémie

ÉPIDÉMIE
suite de la page A1

Une étude plus poussée a toutefois été demandée afin de valider l'étude de l'Institut de recherche vétérinaire de Harbin, en Chine. Hier, lors du Symposium international sur le SRAS et la grippe aviaire de Pékin, la chercheuse Hualan Chan a seulement présenté un tableau avec ses résultats, sans preuve supplémentaire.

Des recherches similaires réalisées depuis janvier au Vietnam et à Hong Kong n'ont pas révélé la présence de la souche chez d'autres animaux que les poulets. Depuis le début de l'année en Asie, 27 personnes sont mortes de la grippe aviaire.

Haute surveillance

Santé Canada a annoncé hier que les élevages du pays sont déjà sous haute surveillance depuis qu'un virus similaire a frappé une cinquantaine de fermes de Colombie-Britannique en février dernier. « Nous savons que le virus peut voyager très rapidement dans le monde, alors nous sommes toujours vigilants », dit Paul Kitching, directeur du Centre canadien de recherche sur les maladies exotiques à Winnipeg.

M. Kitching adopte un ton beaucoup moins alarmiste que l'OMS face à l'étude chinoise. À son avis, l'infection de porcs n'a rien d'inquiétant. « Ça représente même une bonne nouvelle. Si le virus n'a pas provoqué d'épidémie chez les porcs, c'est qu'il n'arrive pas à se transmettre efficacement chez ces animaux et qu'il meurt rapidement. »

Toutefois, plus un virus infecte diverses espèces, plus ses chances de muter augmentent, note M. Kitching, qui relève ici le seul point négatif soulevé par l'étude chinoise. Il précise cependant que la présence de l'influenza chez les porcs n'a rien de nouveau. D'ailleurs, deux formes bénignes du virus infectent depuis de nombreuses années les élevages canadiens, américains et européens sans conséquence fâcheuse.

M. Kitching rappelle de plus que les 27 décès dus à la grippe aviaire en Asie sont le fruit d'une contamination du poulet à l'humain. Il estime donc que le virus ne peut pas encore se transmettre d'une personne à une autre.

« Pour que le virus puisse muter, il faut qu'il puisse voyager chez plusieurs espèces », explique une chercheuse de la faculté vétérinaire de l'Université de Montréal, Martine Boulianne.

De plus, les risques qu'une souche de grippe aviaire soit transmise d'une poule à un porc sont très faibles au Canada, soutient Mme Boulianne. « L'élevage canadien est fait en confinement, il n'y a pas vraiment de contact entre les espèces », note-t-elle.

La souche H5N1, qui sévit présentement en Asie, n'a jamais été recensée au Canada. C'est plutôt la souche H7N3 qui a forcé l'élimination des oiseaux de 53 fermes de Colombie-Britannique. Les éleveurs de la vallée du Fraser peuvent vendre leurs produits seulement depuis mercredi dernier. Santé Canada vient tout juste d'annoncer l'élimination complète du virus.

PHOTO AFP

Un spécialiste du département de Santé de la Malaisie inspecte une ferme de volailles dans le nord-est du pays à la recherche de poulets porteurs de la grippe aviaire. Plusieurs volatiles ont été tués dans cette région ces derniers jours après que le virus a été repéré.

VOYEZ TOUTE LA VITESSE, L'ACTION ET LA PERFORMANCE AVEC

OLYMPUS®

Valeur de 150$
GRATUIT!*
LES INDISPENSABLES POUR CAMÉRAS NUMÉRIQUES!
Incluant CorelDRAW, Ensemble de nettoyage, papier photo, 5 impressions (5″x 7″)

6.1 MP

OLYMPUS®
Camédia C-60 Zoom
• Appareil photo numérique de 6.1 MP
• Zoom optique de 3x
• Processeur d'image "TRUEPIC TURBO™"
• Impression directe sur toute imprimante compatible avec "PICTBRIDGE"
• Écran ACL anti-reflet de 4.6 cm
• Pile Lithium ion et chargeur inclus

RABAIS 50$
548$
Rég. 598$

FINANCEMENT 0% disponible!ƒ
Ajusté à vos besoins!

Magasinez en ligne! dumoulin.com
Dumoulin
Électronique • Informatique • Photo • Communications

GRANDE VENTE D'OUVERTURE À BOUCHERVILLE!

MONTRÉAL 8390, rue St-Hubert (Sud de la métropolitaine) • MONTRÉAL 2050, boul. St-Laurent • MONTRÉAL 368, rue Ste-Catherine O. • MONTRÉAL 8990, boul. de l'Acadie • MONTRÉAL 5485, rue des Jockeys (près de l'Hippodrome Blue Bonnets) • LASALLE 7197, boul. Newman (Près du Carrefour Angrignon)
WEST ISLAND 6815, Transcanadienne (Fairview Pointe-Claire) • WEST ISLAND 2315, route Transcanadienne (boul. des Sources) • LAVAL 1599, autoroute 440 O. (Sortie boul. Industriel) • CARREFOUR LAVAL 3035, boul. Le Carrefour • LAVAL 1769, avenue Pierre-Péladeau (voisin du Colossus) • PLACE ROSEMÈRE (Face à rue Le Bouthillier)
BOUCHERVILLE 582, rue De Touraine (près du IKEA) • BROSSARD 5705, boul. Taschereau (Est du Mail Champlain) • PROMENADES ST-BRUNO (Entrée #1) • LONGUEUIL 2203, ch. Chambly (Près de Curé-Poirier) • GATINEAU 195, Bellehumeur • ST-LÉONARD 6852, rue Jean-Talon Est (Langelier & Galeries d'Anjou)

1-877-DUMOULIN

ƒFinancement 0% disponible sur produits sélectionnés. Sur approbation de crédit. Détails en magasin. *Offre d'une durée limitée à l'achat d'un caméra numérique. Détails en magasin.
Ces promotions se terminent le 27 août 2004 ou jusqu'à épuisement des stocks sauf indication contraire. Les illustrations peuvent différer. Certains modèles ne sont pas disponibles dans toutes les succursales.
3220431A

ISABELLE HACHEY

Amère Amérique

ATHÈNES — Ça a commencé dès la cérémonie d'ouverture. Quand la délégation américaine a fait son entrée dans le stade olympique d'Athènes, certains spectateurs, silencieux, ont tourné les pouces vers le bas en signe de dépit.

Puis il y a eu l'équipe masculine de basket-ball, huée par la foule. Et Andy Roddick, le numéro 2 du tennis mondial, qui s'est retrouvé seul contre son adversaire allemand... et contre des milliers de spectateurs, qui ont tout fait pour le déconcentrer. « Le tapage qu'on a fait, juste avant chacun de mes services, c'était peut-être un peu trop », a-t-il admis après sa victoire serrée.

C'est peut-être parce qu'ils gagnent trop de médailles. Ou alors c'est la faute de leur président, de la prison d'Abou Ghraib, ou de Ronald McDonald. Peut-être aussi qu'il n'y a pas de raison particulière, si ce n'est qu'ils représentent la seule superpuissance de la planète. Quoi qu'il en soit, les 537 athlètes qui défendent les couleurs des États-Unis ne sont pas parmi les plus populaires à Athènes.

C'est tellement vrai que, bien avant l'ouverture des Jeux, le Comité olympique américain (USOC) a conseillé aux athlètes d'adopter un profil bas dans la capitale grecque. Pas question de rabaisser l'adversaire ni d'engueuler l'arbitre. Mieux vaut faire preuve d'humilité et, surtout, éviter tout excès de patriotisme.

Ceux qui s'aventurent hors du village olympique devraient éviter de parler trop fort et d'arborer les trois lettres offensantes : USA. Il ne s'agit pas de simples conseils de sécurité donnés par une Amérique obsédée par le terrorisme, mais bien d'une admission qu'en ces temps troublés, les Yankees feraient mieux de ne pas en rajouter.

« On leur a dit d'être de bons ambassadeurs des États-Unis », explique Darryl Seibel, porte-parole de l'USOC. « Étant donné ce qui se passe dans le monde, c'est encore plus important » qu'aux Jeux de Sydney, en 2000. Les athlètes n'ont peut-être rien à voir avec l'Irak, mais dans le contexte politique actuel, ils ne peuvent se permettre un seul faux pas. Au moindre accroc, craint l'USOC, toute la délégation sera clouée au pilori. On les dira arrogants, chauvins, bref, typiquement américains.

Jusqu'ici, pas de drame, assure M. Seibel. « Il arrive que la foule encourage nos opposants, mais ça fait partie du sport. Ce n'est pas fait de façon hostile ou menaçante. » Les huées, croit-il, sont le lot de Goliath contre les petites nations. C'est humain, les gens ont toujours tendance à prendre pour les plus faibles.

Bref, rien de bien méchant. Mais certains athlètes ont pris la menace au sérieux. Des stars du basket-ball ont prétexté craindre des violences antiaméricaines pour ne pas se rendre à Athènes. L'équipe de nage synchronisée a modifié ses maillots pour les rendre moins ostensiblement américains. Et une dizaine de psychologues travaillent avec les athlètes pour les aider à faire face à l'hostilité des spectateurs.

Les 537 athlètes qui défendent les couleurs des États-Unis ne sont pas parmi les plus populaires à Athènes.

La délégation a même eu droit à une vidéo sur l'abc de l'étiquette olympique. Parmi les choses à éviter : cracher dans la piscine pour intimider ses rivaux, comme l'avait fait la nageuse Amy Van Dyken à Atlanta. Pire encore : se pavaner comme des paons sur la piste de course en brandissant le drapeau américain, un impair commis à Sydney par l'équipe victorieuse du 400 mètres à relais.

Les milliers d'Américains venus encourager leurs athlètes à Athènes suivent eux aussi les conseils de l'USOC. On voit arriver de loin les bruyants troupeaux de Néerlandais, tout d'orange vêtus. On n'a aucun doute sur la nationalité des Italiens, fièrement drapés du tricolore vert-blanc-rouge.

Les Américains, par contre, se font étonnamment discret dans les rues de la capitale. Ils ont peut-être la bannière étoilée tatouée sur le coeur, mais ils ont décidé de ne pas le montrer.

C'est compréhensible quand on sait que les Grecs forment la nation la plus férocement antiaméricaine d'Europe.

À tel point que, deux jours seulement après les attentats du 11 septembre 2001, dans un stade d'Athènes, 30 000 partisans de l'équipe de football avaient chahuté pendant une minute de silence dédiée aux victimes des terribles attentats. Ils avaient même brûlé un drapeau américain.

À la veille des Jeux, des employés municipaux s'affairaient encore à faire disparaître les graffitis antiaméricains des murs de la capitale.

En Grèce, ce fort ressentiment n'est pas né de l'ère Bush ; il remonte aux années sombres de la dictature des colonels (1967-1974), soutenue par Washington.

Les touristes américains ont beau tenter de se fondre dans la masse, ils sont trahis par leurs casquettes, culottes courtes et coups de soleil.

Place Syntagma, au centre Athènes, un groupe de l'Illinois casse la croûte à l'ombre des arbres. Ils sont simples et amicaux, comme le sont bien souvent les Américains.

Parmi eux, Tish Milligan ne tarit pas d'éloges sur ses hôtes. « Les Grecs nous offrent un accueil très chaleureux, il y en a même qui nous donnent des jus et des sodas gratuits dans les restaurants. Ils nous disent qu'ils détestent George Bush. Je ne l'aime pas non plus, alors on s'entend bien ! » M. Seibel confirme que les athlètes sont très bien reçus dans la capitale. Aucun incident n'est à déplorer.

La mairesse d'Athènes, Dora Bakoyannis, l'a bien dit cette semaine en conférence de presse :

« En Grèce, plusieurs sont en désaccord avec la politique étrangère américaine, mais avec les gens et les athlètes américains, il n'y a pas de désaccord. »

À un journaliste qui s'inquiétait de la réception faite aux enfants de l'oncle Sam, elle a rétorqué : « Les Athéniens n'ont pas besoin de mes conseils pour être gentils, ils *sont* gentils ! »

ACTUEL
SI LA TENDANCE SE MAINTIENT....
Tous les jours dans LA PRESSE

LP[2] LP[2]
Tous les jeudis dans LA PRESSE

AYEZ LA COTE LA PRESSE AFFAIRES.com

la Baie
Rectificatif
Veuillez prendre note de la correction suivante à apporter au cahier publicitaire 3 jours d'aubaines (B7-3W) publié en août 2004.
• en dos de cahier, pour l'offre de canapés en cuir à 799 $ dans la section «achat-choc», on aurait dû lire: Ce canapé tout cuir 799 $.
Notre clientèle voudra bien excuser cette erreur et ce contretemps. 3250431

LOTO QUÉBEC Résultats TVA, le réseau des tirages
laMini® Tirage du: 2004-08-20

NUMÉROS	LOTS	NUMÉROS	LOTS
171485	50 000$	17148	1 000$
71485	5 000$	1714	100$
1485	250$	171	10$
485	25$		
85	5$		

laMini LOTS BONIS DOUBLE CHANCE
Numéro exclusif à la Mini DOUBLE CHANCE
1 cabriolet PT Cruiser* (non décomposable)
795C672
LOTS BONIS

laMini LOTS BONIS
1 cabriolet PT Cruiser* (non décomposable)
934B718
*Chaque cabriolet PT Cruiser est échangeable contre un chèque de 40 000 $
10 lots de 1 000 $ (non décomposables)

686A362	228B679	537B582	576B612	703B131
753A465	313B890	537B933	635B605	862B429

Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste de numéros gagnants et la liste officielle de L-Q, cette dernière a priorité.
AUTRE TIRAGE BONI LE VENDREDI 27 AOÛT 2004

ÉCOLE SECONDAIRE DUVAL
Fondée en 1966
Le diplôme d'études secondaires (secteur jeunes)
Permis 316501
Formation générale 1re à 5e secondaire
Désirez-vous ?...
•Compléter votre diplôme d'études secondaires en peu de temps ?...
•Reprendre certains cours échoués ?...
•Répondre aux nouvelles exigences du collégial ?...
•Améliorer un résultat considéré faible ?...
••••••••••••••••••••
•Possibilité de débuter en tout temps.
•Choix d'horaire selon vos disponibilités.
•Deux sessions d'examens du ministère de l'Éducation par année.
L'école secondaire Duval vous offre, par son enseignement individualisé et dynamique, l'opportunité d'avancer à votre propre rythme.
Également disponibles : cours en groupes restreints.
Cours du samedi : pour prévenir un échec...
L'école offre aussi des cours le samedi pour l'élève qui désire : améliorer un résultat considéré faible (prévenir l'échec); reprendre un cours échoué; suivre un cours obligatoire pour l'admission au collégial; suivre le cours mathématiques 436 et / ou sciences physiques 436.
...une école à la mesure de vos ambitions.
Un bagage d'expérience
www.ecoleduval.com
courriel : e.s.duval@qc.aira.com
Pour renseignements : (514) 382-6070
260, boul. Henri-Bourassa Est, Montréal (Québec) H3L 1B8
à deux pas du Henri-Bourassa
3245613 3245631

ANGLAIS
COURS AXÉS SUR LA CONVERSATION
Petits groupes : 3 à 7 personnes, admission continue
À temps partiel et semi-intensifs matin, après-midi, soir, samedi 1 à 7 fois/sem. • 375 $ / 45 h*
COURS INTENSIFS de jour, 25 h/semaine 165 $ à 183 $/semaine* aussi disp.: 30 h / sem.
* matériel pédagogique inclus, non taxable, déductible d'impôt, frais d'inscription : 45 $
Formation en entreprise adaptée à vos besoins
Cours privés : toutes les langues
Converlang! école de langues postmoderne accréditée par Emploi-Québec
1160, boul. St-Joseph Est, 3e étage, Montréal (514) 278-5309 www.converlang.com Laurier
3200698 3240984

MEUBLES ANDRÉ PERRAULT

Le Chic de l'ouest au prix de l'est
Trois étages d'idées à parcourir...
Shermag
3960, rue Bélanger Est, Mtl.
Fermé le dimanche
Tél.: 514-725-5245
Meubles du Québec
3236143 3236144

Stressless EKORNES
Vos meilleurs moments de détente
En cuir souple
EspritNouveau
1828, boul. Le Corbusier, Laval
Tél. : (450) 686-5055
www.esprit-nouveau.com
3200021 3249959

Places disponibles 2004-2005
COLLÈGE IRACHELI ENSEIGNEMENT SECONDAIRE PRIVÉ
Établissement privé mixte offrant le cours secondaire complet
Pour un futur plus que parfait
Nos Programmes
• Un projet éducatif en « Arts et Communications »
• Une formation intellectuelle et méthodes de travail de qualité dès la 1ère secondaire
• Les options Sciences Humaines et Sciences Pures à compter de la 4e secondaire
Notre encadrement exceptionnel
• Groupes classes fixes • titulariat • tutorat • mentorat
• Séances quotidiennes de récupération et de consolidation des acquis
• Aide aux devoirs et étude supervisée encadrées par des enseignant(e)s
• Activités éducatives et sportives formant l'épanouissement
Notre tradition d'ouverture
• Accessible aux élèves talentueux et à ceux qui sont fragiles mais prêts à fournir les efforts nécessaires à leur réussite scolaire
• Bourses d'excellence et d'aide financière
Notre dimension humaine
• Une structure organisationnelle accueillant 300 élèves
• Un ratio moyen de classe de 28 élèves
Pour en savoir plus : 514-287-1944

3223420A 3223421
Collège Rachel
5030, rue Jeanne-Mance, Montréal, (Québec), H2V 4J8
Téléphone : (514) 287-1944 • Télécopieur : (514) 287-7523 • collegerachel@qc.aira.com • www.collegerachel.qc.ca
LAURIER PLACE DES ARTS

SUITE DE LA UNE

Vivre près des stations-service quadruple les risques de leucémie

LEUCÉMIE
suite de la page A1

En effet, Environnement Canada demande aux producteurs de respecter la limite sur une base annuelle seulement.

Or, les résultats de l'étude française, publiée dans le numéro de septembre de l'*Occupational and Environmental Medicine*, laissent croire que même ce taux de 1 % demeure dangereux pour la santé des jeunes.

À la suite de cette recherche, Mme Clavel a immédiatement lancé une nouvelle étude auprès de 700 jeunes dans l'ensemble de la France. Déjà plus de la moitié des parents ont été interrogés. Les chercheurs tentent maintenant de déterminer l'influence de la distance entre une station-service et la maison des jeunes leucémiques, ce qui n'a pas été fait dans la première étude.

« Beaucoup de recherches ont été faites sur les effets du tabac et de la proximité des routes sur la santé, mais il reste beaucoup de travail à faire sur la proximité des stations-service », note Mme Clavel. Elle espère que ses travaux entraîneront une amélioration des règles entourant l'utilisation des produits cancérigènes.

Les sources du benzène

« Cette étude est très intéressante parce qu'elle vise une source de benzène que nous côtoyons tous les jours », souligne Daniel Sinnett, chercheur en génétique du cancer à l'hôpital Sainte-Justine.

Il souligne toutefois que les recherches sur la leucémie manquent encore de précision. « Elle ne quantifient pas le risque provoqué par l'exposition à ces substances dangereuses », dit-il.

Dans une recherche publiée en 2003, le généticien a déterminé que les individus ne sont pas tous susceptibles de contracter la leucémie. En plus des facteurs environnementaux, le bagage génétique peut jouer un rôle sur l'apparition de la maladie.

Fumée secondaire

L'étude française confirme ce constat. Les réponses des parents interrogés indiquent que les antécédents familiaux de cancer augmentent les risques des jeunes de contracter la leucémie. Par ailleurs, à la grande surprise des chercheurs français, aucun lien entre la leucémie et la fumée secondaire du tabac n'a pu être établi.

« Par contre, nous avons découvert que plus un enfant est envoyé tôt à la garderie, moins il a de risques d'avoir la leucémie », indique Mme Clavel. Exposés plus rapidement aux infections, les jeunes développent leur système immunitaire plus efficacement.

Cette année, 3900 nouveaux cas de leucémie devraient être diagnostiqués au Canada, dont près de la moitié chez les moins de 20 ans, selon l'Institut national du cancer. Grâce aux traitements disponibles, près de 70 % des malades survivront à ce cancer.

Avez-vous des brûlures d'estomac?

Nous recherchons présentement des...

- **Hommes et des femmes**
- **18 à 70 ans**
- **Fumeurs et non-fumeurs**

Indemnité compensatoire jusqu'à 2300 $

Anapharm innove dans le domaine de la recherche clinique en offrant des services de qualité tout en se souciant du confort, du respect et de la sécurité de ses volontaires.

Pour des renseignements additionnels, contactez l'équipe Anapharm ou visitez notre site Web

514-485-7555
1-866-anapharm

www.anapharm.com
Entreprise de recherche sur les médicaments

sfbc Anapharm

3245751A

3248570

Les Américains en faveur de la recherche sur des cellules souches embryonnaires

AGENCE FRANCE-PRESSE

NEW YORK – Près des trois quarts (73 %) des Américains soutiennent la recherche sur les cellules souches embryonnaires, source d'un débat éthique et politique en cette période de campagne présidentielle, selon un sondage rendu public hier par l'institut Harris Interactive.

Quelque 73 % des personnes interrogées estiment que ces recherches doivent être autorisées, 11 % pensent le contraire (en 2001, 61 % étaient pour, 21 % contre). Environ 80 % des démocrates soutiennent ces recherches (5 % sont contre), et même 60 % des républicains (18 % d'entre eux sont contre). La religion joue beaucoup : 23 % de ceux se disant « très religieux » sont contre ces recherches (55 % sont pour, 22 % ne donnent pas de réponse).

La question est au centre du débat électoral. Le président républicain George W. Bush a interdit le financement de ces recherches par des fonds fédéraux, sous la pression de groupes religieux. Son adversaire démocrate John Kerry a promis de les relancer, ces recherches étant jugées prometteuses pour lutter contre des maladies comme Alzheimer, Parkinson ou le diabète.

Ce sondage a été mené auprès de 2242 Américains, du 12 au 18 juillet.

NISSAN

LES JOURS SONT COMPTÉS

28 jours pour liquider nos modèles 2004

1 versement payé par NISSAN††

0 $ de dépôt de sécurité*

sur TOUS les modèles 2004

AOÛT

24 25

SENTRA 2004

LOCATION À PARTIR DE
199 $ /MOIS†
Comptant initial de 0 $
(transport et préparation compris)

26

MAXIMA 2004

Modèle SL illustré

LOCATION À PARTIR DE
379 $ /MOIS†
Comptant initial de 3 995 $
(transport et préparation compris)

QUEST 2004

LOCATION À PARTIR DE
359 $ /MOIS†
Comptant initial de 3 995 $
(transport et préparation compris)

28

PATHFINDER 2004

Modèle LE illustré

LOCATION À PARTIR DE
369 $ /MOIS†
Comptant initial de 3 695 $
(transport et préparation compris)

29

Taux de financement à l'achat à partir de 1,8 %**

TITAN 2004

30

31 août
Ma dernière chance de profiter de la liquidation 2004!

31

PROGRAMME POUR DIPLÔMÉS NISSAN ‡‡

OUVERT JUSQU'À 21H LES SOIRS DE SEMAINE‡

nissan.ca 1 800 387-0122

†Location de 48 mois pour le Pathfinder Chinook 2004 avec boîte de vitesses automatique (5CRG74 AE00) ou 449 $ par mois pour le Pathfinder LE 2004 (5CTG74 AA00) tel qu'illustré, pour la Maxima SE 2004 (U4SG74 AE00) avec boîte de vitesses automatique ou 419 $ par mois pour la Maxima SL 2004 (U4TG74 AA10) tel qu'illustrée et pour la Quest 3.5 S 2004 avec boîte de vitesses automatique (V6RG74 AA00). Location de 60 mois pour la Sentra 1.8 2004 avec boîte de vitesses manuelle (C4LG54 BK00). Comptant initial ou échange équivalent de 3 695 $ pour le Pathfinder Chinook, de 3 995 $pour la Maxima SE et la Quest, de 4 995 $ pour le Pathfinder LE et la Maxima SL et pour un temps limité de 0 $ pour la Sentra. Limite de 24 000 km par année avec 0,10 $/km extra. ††À la location, le premier versement mensuel à la livraison est acquitté par Nissan Canada pour tous modèles neufs et de démonstration 2004. Le premier versement client après livraison est payable 30 jours après la date de signature du contrat de location. Cette offre ne peut s'appliquer aux locations préacquittées. *Pour un temps limité à la location, 0 $ de dépôt de sécurité sur tous les modèle 2004. **Taux de financement de 1,8 % à l'achat sur le Pathfinder Chinook 2004 et du Titan 2004 pour les termes jusqu'à 36 mois. †, ††, *, **Taxes, immatriculation, assurances, obligations sur pneus neufs, frais d'enregistrement RDPRM et frais du concessionnaire en sus sur toutes les offres de location ou d'achat. Sur approbation du crédit. Les offres sont d'une durée limitée et peuvent faire l'objet de changement sans préavis. Les concessionnaires peuvent louer à prix moindre. Le concessionnaire peut devoir commander ou échanger. Offres disponibles seulement chez les concessionnaires participants. Voir votre concessionnaire participant pour tous les détails. Les modèles illustrés sont à titre indicatif seulement. ‡Chez les concessionnaires participants. ‡‡Seuls les modèles Sentra, Altima et Xterra 2004 et Altima et X-Trail 2005 sont admissibles au Programme pour diplômés Nissan. Nissan, le logo Nissan, la signature «Découvrir_» et les noms des modèles Nissan sont des marques de commerce de Nissan.

NISSAN ®

3244996A

3245681

Non à la fusion des formations professionnelle et technique

ÉMILIE CÔTÉ

À deux jours de la rentrée collégiale, étudiants, enseignants et syndicats dénoncent la venue de projets pilotes fusionnant les formations professionnelle et technique. Ils déplorent également le flou entourant cette initiative du ministère de l'Éducation.

« Les tenants et aboutissants du projet ne sont pas clairs, mais on craint le pire, a déclaré Ronald Cameron, président de la Fédération nationale des enseignants et enseignantes du Québec (FNEEQ-CSN). Il est hors de question que les cégeps sacrifient l'enseignement technique. »

Peu d'informations sont divulguées concernant la mise en place des projets pilotes en question, qui seront dirigés par les cégeps et les commissions scolaires. L'engagement des établissements scolaires se fera sur une base volontaire, et les décisions seront prises au plan local. C'est ce que révèle le Tableau de bord des priorités gouvernementales, cité hier par *Le Devoir*.

« Bien qu'il soit question d'engagement volontaire, nous ne sommes pas rassurés, soutient M. Cameron, qui était en réunion, hier, avec des délégations de syndicats de cégeps. Nous savons depuis juin que le Ministère veut apporter des modifications à l'éducation collégiale. Nous restons donc sur le pied d'alerte. »

Rappelons que les propositions du ministre Pierre Reid ont été vivement critiquées au Forum sur l'avenir de l'enseignement collégial, en juin dernier. Il a avancé la possibilité d'accorder une plus grande autonomie aux collèges, mais également de fusionner la formation professionnelle du secondaire avec le secteur technique du cégep.

« Le ministre Reid démontre encore une fois qu'il n'écoute pas les intervenants. C'est une fuite dans les journaux qui nous apprend ses intentions », considère Claudette Carbonneau, présidente de la CSN.

« C'est de l'improvisation. Le ministre de l'Éducation doit nous dire où il s'en va, être transparent. Il faut débattre sur quelque chose de concret », ajoute Pauline Marois, critique péquiste en matière d'éducation.

Mais selon Gaëtan Boucher, président de la Fédération des cégeps, il n'y a pas lieu de s'affoler. « Il n'est pas question de réforme de structure, soutient-il. En juin, le ministre avait parlé de collaboration. Il appartient aux collèges et aux commissions scolaires d'expérimenter des projets pilotes. »

Julie Bouchard, présidente de la Fédération étudiante collégiale du Québec s'est également prononcée contre la fusion des formations professionnelle et technique.

Du côté du ministère de l'Éducation, Caroline Richard, l'attachée de presse du ministre, a affirmé que M. Reid ne commenterait la question « qu'au moment du dépôt du plan d'action pour l'enseignement collégial, prévu au cours de l'automne ».

Avec la collaboration de Marie Allard

ACTUALITÉS

Un deuxième Campement québécois de la jeunesse

Dix jours de «vacances» pour faire avancer l'idéal altermondialiste

CAROLINE TOUZIN

DURHAM-SUD – Sur le vaste terrain de la ferme Berthe Rousseau à Durham-Sud, en Mauricie, une cinquantaine de jeunes d'un peu partout au Québec travaillent à refaire le monde. Un monde où le capitalisme et l'individualisme ne seront plus rois.

Sous un soleil de plomb, une vingtaine d'entre eux débattent de leur idéal libertaire à quelques mètres seulement d'un troupeau de vaches qui broutent tranquillement.

Un peu plus loin, une vingtaine d'autres achèvent une création artistique collective en silence (pour saisir les difficultés de la communication) avec quelques objets farfelus fournis par l'animatrice de l'atelier. Un participant maître des percussions (très utiles dans les manifestations) enseigne aussi son art à une dizaine de jeunes captivés.

Les activités ne manquent pas pour s'outiller afin de combattre la mondialisation néolibérale.

PHOTO ROBERT SKINNER, LA PRESSE ©

Une séance de création collective sur le campement de la ferme Berthe Rousseau.

Version québécoise du Campement international

Voilà un peu plus d'une semaine maintenant que ce deuxième Campement québécois de la jeunesse poursuit ses activités de « résistance créatrice », inspiré de valeurs d'autogestion, de démocratie directe et de respect de l'environnement. Une centaine de militants et autres gens intéressés par les idées de gauche y participent, la plupart au début de la vingtaine.

L'événement, qui se termine lundi, constitue la version québécoise du Campement intercontinental de la jeunesse. L'idée d'un Campement québécois a germé en janvier 2003, lors du Campement intercontinental de la jeunesse à Porto Alegre, en marge du troisième Forum social mondial. La première expérience québécoise, l'été dernier, a attiré environ 150 personnes en Beauce.

« Pour ceux qui militent beaucoup, c'est comme des vacances », lance Pascale Corriveau, intervenante dans un organisme communautaire de Sherbrooke et militante, notamment, au Collectif jeunesse international de l'Estrie. Miriam Heap-Lalonde, du collectif Vichema (son groupe loue la ferme Berthe-Rousseau depuis un an pour y faire de l'art engagé), perçoit quant à elle le Campement de la jeunesse comme un vaste laboratoire pour tester des solutions de rechange à la mondialisation néolibérale.

Tout se fait en plein air. La bouffe, essentiellement biologique et végétarienne, est préparée collectivement. En guise de toilettes, les participants utilisent un seau de compost. Son contenu est enfoui dans la nature une fois le récipient plein. Pour un peu plus d'intimité, on a construit des murs autour du seau en recyclant les pancartes des dernières élections fédérales du Parti libéral. Celles du Bloc québécois, avec leur slogan « Un parti propre au Québec », ont fini quant à elles... en murs de douche.

Le soir, tout le monde se réunit autour d'un feu de camp pour faire une longue assemblée générale (elle a duré quatre heures jeudi), afin de revenir sur les activités de la journée et, surtout, de se répartir les tâches pour le lendemain.

La bière d'une coopérative de travail de la région de Québec coule à flots ; pas question de boisson houblonnée de grandes brasseries.

Les marques de grandes entreprises, tout comme les commanditaires, sont interdites. Le budget total du Campement est de 3000 $ et provient de subventions de groupes militants et d'activités d'autofinancement.

Ces jeunes qui passent leurs vacances à trouver des idées pour ébranler le système actuel se sentent-ils marginaux ? « Les gens, pas juste les jeunes, ne veulent pas parler politique parce qu'ils associent ça au Parti libéral ou à la souveraineté. Mais quand on parle de pauvreté ou de droits des immigrants, ça les intéresse et c'est aussi de la politique », répond Natacha Lafontaine, 26 ans, originaire d'Haïti et élevée à Malartic, en Abitibi.

Son ami, Guillaume Limoges, 24 ans, de Sherbrooke, abonde dans le même sens : « Le désengagement des jeunes, je le vois plus comme une exclusion. Il n'y pas d'espace politique pour nous au Québec actuellement. »

CHEVROLET

UN APPEL SUFFIT

Revoici le concours « Décrochez votre GM »¥ toujours aussi excitant. Obtenez automatiquement 1 000 $‡ de crédit et courez la chance de gagner jusqu'à 10 000 $ de réduction. Vous pourriez même DÉCROCHER VOTRE VÉHICULE !

0 % FINANCEMENT À L'ACHAT†

JUSQU'À 60 MOIS

SUR LA PLUPART DES MODÈLES 2004 ADMISSIBLES.

Vous êtes à deux doigts de décrocher votre prix !

Chevrolet Optra

159 $/mois*	0 $	OU	14 598 $** à l'achat
Terme de 48 mois à la location. Transport et préparation inclus.	dépôt de sécurité		avec 0 % de financement†

CRÉDIT AUTOMATIQUE DE 1 000 $ INCLUS***

Moteur 2,0 L DACT 4 cyl. de 119 HP • Portes et vitres avant à commandes électriques • Lecteur CD à 4 haut-parleurs • Banquette arrière divisée à dossier rabattable • Freins à disque aux 4 roues • Roues de 15 po en acier avec enjoliveur • Colonne de direction réglable • Sacs gonflables avant (2)

R S T U V W X Y Z

CHEVROLET GM

PROGRAMME GM POUR LES DIPLÔMÉS 1000 $

L'Association des concessionnaires Chevrolet du Québec suggère aux consommateurs de lire ce qui suit. Offre d'une durée limitée, réservée aux particuliers, s'appliquant aux modèles neufs 2004 Optra (1JD19/R7A). Le modèle illustré comprend certaines caractéristiques offertes en option à un coût additionnel. Sujet à l'approbation du crédit de GMAC. Les frais reliés à l'inscription au Registre des droits personnels et réels mobiliers et droits payables à la livraison. ¥Aucun achat requis. Le concours est ouvert aux résidents du Canada qui ont atteint l'âge de la majorité dans leur province de résidence. Le concours prend fin le 31 août 2004. Les prix s'appliquent à l'achat ou à la location de la plupart des véhicules neufs 2004 achetés et livrés au plus tard le 31 août 2004. Le concours ne s'applique pas aux modèles 2004/2005 de Cadillac, Hummer, Saturn, Saab, Isuzu, camions poids moyens, camionnettes des modèles 2500 HD à cabines régulière, allongée et cabine d'équipe/3500 (camionnettes et châssis-cabine), SSR de Chevrolet et fourgonnettes (passagers, marchandises et coupées). Les chances de gagner ne sont pas les mêmes pour tous les prix à gagner. L'attribution d'un prix à un participant choisi au hasard est subordonnée à ce qu'il réponde correctement à une question d'habileté mathématique. Une seule participation par personne. Au Québec, tous les participants recevront un crédit d'achat d'une valeur de 1 000 $ ou gagneront l'un des prix suivants : 2 crédits d'achat d'un montant égal à celui que le participant devrait payer au concessionnaire pour le véhicule qu'il a acheté ou loué, selon le cas, incluant les taxes applicables ; 6 crédits d'achat d'une valeur de 10 000 $; 10 crédits d'achat d'une valeur de 5 000 $; 21 crédits d'achat d'une valeur de 2 500 $; 99 crédits d'achat d'une valeur de 2 000 $; 495 crédits de 1 500 $. Le nombre de prix diminuera au fur et à mesure de leur attribution. Pour les chances de gagner ainsi que tous les autres détails, visitez gmcanada.com. *À la location, paiements mensuels basés sur un bail de 48 mois avec versement initial ou échange équivalent de 1 647 $. À la location, transport et préparation inclus. Immatriculation, assurance et taxes en sus. Frais de 12 ¢ du km après 80 000 km. Dépôt de sécurité payé par General Motors. Le dépôt ne sera pas remis au consommateur à la fin de la période de location. Première mensualité exigible à la livraison. **À l'achat, préparation incluse. Transport (930 $), immatriculation, assurance et taxes en sus. †Taux de financement à l'achat de 0 % pour des termes allant jusqu'à 60 mois sur les modèles admissibles. ‡Le crédit de 1 000 $ comprend les taxes applicables. ***Le crédit est inclus dans les offres de cette publicité et ne peut être jumelé à aucun des prix offerts dans le cadre de ce concours. Ces offres sont exclusives et ne peuvent être jumelées à aucune autre offre ni à aucun autre programme incitatif d'achat ou de location à l'exception des programmes de La Carte GM, des Diplômés et de GM Mobilité. Le concessionnaire peut vendre ou louer à un prix moindre. Un échange entre concessionnaires peut être requis.

GM Canada — General Motors présente le FESTIVAL INTERNATIONAL DE JAZZ DE MONTRÉAL en collaboration avec Radio Bleue

Renseignez-vous chez votre concessionnaire participant, à gmcanada.com ou au 1 800 463-7483.

3241584A

3241600

PAUVRETÉ DU TIERS DES ÉCOLIERS DE LA CSDM

Le PQ s'en prend à des décisions du gouvernement

GILLES NORMAND

QUÉBEC – Le Parti québécois établit un lien direct entre la pauvreté dans laquelle vivent plus du tiers des élèves de la Commission scolaire de Montréal (CSDM) et certaines décisions prises par le gouvernement Charest.

En plus de compressions budgétaires importantes dans le domaine de l'éducation, le gouvernement libéral a aboli la subvention de 15 millions qui permettait aux parents, depuis l'année scolaire 1999-2000, d'absorber les frais occasionnés par la rentrée, déplore-t-on. Cette somme était attribuée aux commissions scolaires en fonction du degré de pauvreté observé sur le territoire de chacune d'entre elles, afin que les parents plus démunis en bénéficient davantage.

La présidente de la CSDM, Diane De Courcy, a déclaré cette semaine devant quelque 500 directions d'école et membres du personnel cadre que l'échec scolaire de plus de la moitié des élèves de sa commission scolaire s'expliquait en partie par le dénuement dans lequel ils vivent. Elle a précisé que 36 % de ces élèves vivent sous le seuil de la pauvreté.

« Le gouvernement Charest élimine sans ménagement la mesure qui permettait aux parents qui vivent une situation financière précaire de souffler un peu en début d'année scolaire, au moment même où les tarifs et les taxes scolaires augmentent », dénonce le porte-parole de l'opposition en matière de solidarité sociale et de lutte contre la pauvreté, Camil Bouchard.

Le député de Vachon établit un lien entre ce dénuement et certaines décisions du gouvernement qui se sont traduites pour les citoyens par une augmentation des coûts de divers services : « Que ce soit le transport en commun, l'électricité, les services de garde en milieu scolaire et la taxe scolaire, les parents et souvent les plus démunis sont directement touchés par les mauvaises décisions du gouvernement Charest », a-t-il déclaré.

« Comment le ministre (Pierre Reid) peut-il regarder les parents en face et leur dire qu'il souhaite améliorer la réussite de leurs enfants alors qu'il a retiré 90 millions aux commissions scolaires ? » demande pour sa part la députée de Taillon et porte-parole de l'opposition officielle en matière d'éducation, Pauline Marois.

Les deux députés péquistes estiment que le ministre de l'Éducation et son collègue de l'Emploi, de la Solidarité sociale et de la Famille ne peuvent « fermer les yeux longtemps devant cette réalité ».

Le Québec a besoin d'une véritable stratégie de lutte contre le décrochage, qui passe notamment par la lutte contre la pauvreté, et pas seulement par de belles paroles, ont insisté les députés péquistes.

EN BREF

Cour suprême : les candidats connus mardi

Les quatre partis représentés aux Communes en sont venus à une entente sur la façon de combler les deux postes de juges vacants à la Cour suprême du pays. Un comité parlementaire ad hoc se réunira la semaine prochaine à Ottawa afin d'entendre le ministre de la Justice, Irwin Cotler, présenter les candidatures des deux finalistes retenus par les libéraux. La composition du comité reflétera le statut minoritaire du gouvernement : trois des députés qui y siégeront proviendront du caucus libéral, deux des conservateurs, un du Bloc québécois et un dernier du Nouveau Parti démocratique. Les candidats ne seront pas convoqués pour défendre leurs compétences devant les députés. Le ministre répondra à leur place. Les deux nouveaux juges viendront de l'Ontario.
Presse Canadienne

SHARKS GRANDE VENTE ANNIVERSAIRE / TOUT EST EN SOLDE
Wakeboards 149$
Ski slalom ord. 699 $ solde 399$
Tubes à partir de 99$
Snowboards Ensembles complets
• Junior à partir de 199$
• Free Ride - FreeStyle à partir de 299$
• FreeCarve Race à partir de 499$
3249530
Vêtements d'été 20 % à 70 % roxy Hurley Nikita Quiksilver
Ensembles d'hiver 30 % à 50 % Sessions Bonfire
Souliers 20 % à 40 % Globe - Vans
3249539
313, boul. Cartier, Laval • 450-663-5543 • 2 km à l'est de la sortie 7, aut. 15 • Ouvert jusqu'à 21 h tous les mercredis soir

Soldes
Du 7 au 29 Août
Des prix exceptionnels sur tous le magasin
Ouvert les dimanches
* OFFRE NON CUMULABLE AVEC TOUTE AUTRE OFFRE PROMOTIONNELLE OU COMMANDE ANTÉRIEURE
La vraie vie commence a l'interieur
ROCHE BOBOIS PARIS
Montréal 505 avenue du Président Kennedy tel (514) 350 9070
Toronto 101 Parliament Street tel (416) 366 3273
Ottawa 22 York Street tel (613) 860 3273
www.roche-bobois.com
3245559A
3245569

Informez-vous sur nos certificats d'achat AIR MILES MD †
club voyages MC
Épargnez sur nos forfaits Grèce et Italie !
Italie Bella — Auratours Vacances
Hôtel La Darsena ★★★
16 jours / 14 nuits, 3 repas par jour
Départ : 14 octobre
Charmant et paisible hôtel situé directement sur la plage à 15 minutes à pied du centre d'Agropoli. Vol direct avec Air Transat.
à partir de 1899$
68 milles de récompense AIR MILES md
Collection Orchidée #3
9 jours / 7 nuits, 14 repas inclus
Départ : 2 septembre
Circuit guidé : Rome, Sienne, Florence, Pise, Venise et Assise. Vol direct avec Air Transat.
à partir de 2669$
98 milles de récompense AIR MILES md
Collection Orchidée #5
16 jours / 14 nuits, 25 repas inclus
Départ : 23 septembre
Circuit guidé : Rome, Florence, Venise, Naples, Agrigente, Syracuse et Palerme. Vol direct avec Air Transat.
à partir de 2999$
112 milles de récompense AIR MILES md
Vols seulement
Rome – Départ le 9 septembre - retour le 1er octobre., 42 milles de récompense AIR MILES md à partir de 1199$
Athènes – Départ le 30 août - retour le 21 sept., 42 milles de récompense AIR MILES md à partir de 1199$
Grèce la Magnifique — Nolitour Vacances
Les Splendeurs de l'Égée
9 jours / 7 nuits, 13 repas inclus
Départs : 13 septembre au 4 octobre
4 nuits à Athènes et croisière de 4 jours/3 nuits dans les Îles grecques et en Turquie
à partir de 2129$
75 milles de récompense AIR MILES md
Forfait incluant : vol direct sur Air Transat, traversiers, transferts aéroport/port/hôtel, représentants Nolitour à Athènes, sur la croisière et sur toutes les Îles. Toutes les taxes portuaires et aéroportuaires. Tarifs basés sur cabines intérieures.
Départs de Montréal. Prix par personne en occupation double en chambre standard sauf si indication contraire. Toutes les taxes, les rabais et les frais de dossiers des grossistes sont inclus. Les places sont limitées. Les prix annoncés sont ceux en vigueur au moment de la publication et sont valables pour les nouvelles réservations à compter du 21 août 2004. † L'offre des certificats d'achat s'applique sur les nouvelles réservations de forfaits d'une valeur minimale de 1,000$ par personne avant taxes. Un maximum de 4 certificats d'achat d'une valeur de 50$ par personne. Certaines conditions s'appliquent aux certificats d'achat, nous vous invitons à consulter notre site www.clubvoyages.com pour les connaître. Les prix sont sujets à changements et à la disponibilité au moment de la réservation. Pour tous les détails et conditions générales, veuillez vous référer aux brochures de Nolitour et Auratours. Nolitour, Auratours et Club Voyages sont membres de Transat A.T. Inc. et détenteurs d'un permis du Québec.
RBC Assurances — Membre du Groupe Financier Banque Royale. Informez-vous sur notre programme complet d'assurance voyage
Visitez le www.clubvoyages.com ou contactez l'une de nos 101 agences dans plus de 60 villes au Québec 1-877-7ETOILE
3250254A

ACURA EL 2004
3,8 % à la location* et à l'achat †
LE SOLDE ESTIVAL ACURA.
Beau taux pour en profiter !
Location à partir de 248 $* par mois 48 mois
Comptant / Paiement
2 698 $ / 248 $*
1 298 $ / 278 $*
0 $ / 308 $*
Incluant :
■ moteur VTEC™
■ climatisation automatique
■ chaîne stéréo AM/FM/CD à 6 haut-parleurs
■ roues en alliage
■ système de freins antiblocage (ABS) avec répartition électronique du freinage (EBD)
■ et tellement plus...
Transport et préparation inclus
Aucun dépôt de sécurité • Allocation de 96 000 km
ACURA
www.acura.ca
ACURA DE LAVAL 2500, boul. Chomedey Laval (450) 682-4050 www.acuralaval.com
ACURA PLUS 255, boul. de la Seigneurie Blainville (450) 435-4455 www.acuraplus.com
GALERIES ACURA 7100, boul. Métropolitain E. Anjou (514) 354-8811 www.galeriesacura.com
ACURA GABRIEL 4648, boul. Saint-Jean Dollard-des-Ormeaux (514) 696-7777 www.gabriel.ca/acura
LUCIANI ACURA 4040, rue Jean-Talon O. Montréal (514) 340-1344 www.lucianiacura.com
ACURA BROSSARD 9100, boul. Taschereau O. Brossard (450) 659-1616 www.acurabrossard.com
*Offres de location-bail d'une durée limitée, par l'entremise de Honda Canada Finance Inc. S.A.C. seulement. Tarifs mensuels de location-bail d'une durée de 48 mois établis pour l'Acura EL (modèle ES3564E) 2004 neuve. Un acompte de 2 698 $ vous donne un versement mensuel de 248 $ et un total des paiements de 14 602 $. Un acompte de 1 298 $ vous donne un versement mensuel de 278 $ et un total des paiements de 14 642 $. L'option 0 $ comptant vous donne un versement mensuel de 308 $ et un total des paiements de 14 784 $. Taux de location annuel de 3,8 %. Un premier versement est requis et un acompte pourrait être exigé. Allocation de 24 000 km par année (frais de 0,12 $ par kilomètre supplémentaire). Transport et préparation inclus, frais d'inscription au registre des droits personnels et réels mobiliers, taxes, immatriculation, assurance et frais d'administration en sus. À la fin du bail, vous pouvez retourner le véhicule au concessionnaire ou l'acheter pour une valeur résiduelle prédéterminée. Le prix de location des concessionnaires peut être inférieur. †Offre de financement à l'achat d'une durée limitée, par l'entremise de Honda Canada Finance Inc. Financement à l'achat de 3,8 % pour l'Acura EL (modèle ES3564E) 2004 neuve. S.A.C., périodes de 24 à 60 mois offertes. Par exemple, 20 000 $ à 3,8 %. Paiements mensuels de 449,79 $, pendant 48 mois. Coût d'emprunt de 1 589,92 $. Total des paiements de 21 589,92 $. Un acompte pourrait être exigé. Transport et préparation (900 $), frais d'inscription au registre des droits personnels et réels mobiliers, taxes, immatriculation, assurance et frais d'administration en sus. Le prix de vente des concessionnaires peut être inférieur. Garantie Acura limitée de 5 ans/100 000 km. Les deux premiers services d'entretien sont compris. Le modèle offert peut différer de la photographie (EL Premium avec l'ensemble Aero représentée). Voyez votre concessionnaire pour plus de détails. Du 1er au 31 août 2004.
3245843A
3245566

Résultats
TVA, le réseau des tirages

Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de L-Q, cette dernière a priorité.

SOYEZ TOUJOURS GENTILS AVEC CEUX QUI JOUENT AU Lotto 649

Lotto Super 7 — Tirage du 2004-08-20
07 10 11 14 16 19 32
Complémentaire: (44)

Banco — Tirage du 2004-08-20
02 08 10 11 17 19 22 27 31 32
33 39 41 42 44 45 47 53 59 62

La Quotidienne — Tirage du 2004-08-20
3 : 001
4 : 8813

Extra — Tirage du 2004-08-20

Numéros	Lots
919456	100 000 $
19456	1 000 $
9456	250 $
456	50 $
56	10 $
6	2 $

La Mini — *lots bonis — Tirage du 2004-08-20

Numéros	Lots
171485	50 000 $
71485	5 000 $
1485	250 $
485	25 $
85	5 $
17148 ■	1 000 $
1714 ■	100 $
171 ■	10 $

ACTUALITÉS

Groupe TVA débarque à Toronto

HUGO DUMAS

Le Groupe TVA et Corporation Sun Media, deux filiales de Quebecor Média, ont annoncé hier l'achat de la station de télévision Toronto 1, qui appartient au groupe torontois CHUM.

La rumeur de cette transaction, évaluée à 46 millions, courait depuis quelques mois. En vertu de la convention d'achat, TVA paiera 34,5 millions comptant, ce qui lui donnera une participation de 75 % dans la station. De son côté, Sun Media, qui publie notamment le *Journal de Montréal* et le *Toronto Sun*, déboursera 3,5 millions et refilera à CHUM sa participation de 29,9 % dans la station de nouvelles CP24, une sorte de LCN torontois.

La vente de Toronto 1, une jeune station qui éprouve des difficultés financières, est conditionnelle à l'approbation du Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC). Une requête au sujet de la cession de propriété doit être déposée avant le 2 septembre.

Luc Lavoie, vice-président exécutif à Quebecor, compare cette transaction à la prise de contrôle de TQS en 1997. « Quand Quebecor a acheté TQS en 1997, la station était au bord de la faillite. Quand Quebecor a vendu TQS en 2001, les parts de marché avaient presque doublé et la station était sur la voie de la rentabilité », souligne-t-il.

Et que veut faire Quebecor avec Toronto 1 ? « On veut en faire un succès », répond Luc Lavoie. Une des clés de cette réussite réside dans le marketing croisé avec le *Toronto Sun*, qui tire à 250 000 exemplaires, précise-t-il. Le marché publicitaire à Toronto est, dit-on, le cinquième en importance en Amérique du Nord.

« L'intégration de Toronto 1 se fera naturellement avec nos quotidiens et procurera plusieurs occasions de synergies promotionnelles pour TVA, Sun et Toronto », a déclaré dans un communiqué le président et chef de la direction de Sun Media, Pierre Francoeur.

Début mai, lors d'une réunion d'actionnaires, le président et chef de la direction de Quebecor, Pierre Karl Péladeau, a avoué qu'il aimerait bien exporter l'expertise ayant permis à Marie-Élaine Thibert et Wilfred LeBouthillier, de *Star Académie,* d'accéder au statut de vedettes. Toronto 1 sera-t-elle le canal par lequel se concrétisera ce désir ?

Il est encore trop tôt pour le savoir, affirme Luc Lavoie. Quebecor ne sait pas non plus si Toronto 1 conservera son nom actuel.

Lancée il y a un an par le groupe Craig Media, Toronto 1 a tenté de séduire un public plus jeune en adoptant un ton moins austère que celui des chaînes concurrentes comme Global et CTV. La tactique, qui coûté plusieurs millions, a échoué. En mai dernier, la direction de Toronto 1 a annulé son émission matinale *Toronto Today* et a réservé le même sort à son *talk-show* de fin de soirée, *Last Call.* Une trentaine d'employés ont alors perdu leur gagne-pain.

En avril, Craig Media avait cédé toutes ses stations de télévision à CHUM pour 265 millions. Le hic : CHUM possédait déjà la station CityTV dans le marché de Toronto et ne pouvait donc pas conserver Toronto 1, d'où la nécessité de dénicher un acheteur comme Quebecor.

Le fait que Toronto 1 soit jeune est un atout pour Quebecor, ajoute Luc Lavoie. « On part presque avec une feuille blanche », dit-il.

En attendant le CRTC, Toronto 1 sera gérée par des fiduciaires.

50 ans L'audace porte fruit

Le Campus de Longueuil

Situé à Longueuil, à proximité du pont Jacques-Cartier, le Campus de Longueuil accueille 8000 étudiantes et étudiants chaque année. Grâce au dynamisme de son personnel et à la pertinence de son offre de formation, le Campus de Longueuil contribue à l'essor de la métropole québécoise.

Au travail

Nouveaux défis, nouvelles responsabilités, multiples projets à concrétiser?

Prenez les devants

Choisissez parmi plus de 80 programmes de formation continue offerts au Campus de Longueuil de l'Université de Sherbrooke.

- Programmes axés sur la pratique professionnelle
- Études de cas interdisciplinaires
- Processus continu d'admission

administration éthique droit éducation technologies de l'information génie environnement santé

RENSEIGNEZ-VOUS
(450) 463-1835
Sans frais : 1 888 463-1835

UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE — Longueuil—Université-de-Sherbrooke

www.USherbrooke.ca/longueuil

3249170A

GRANDE VENTE Caraïbes

Voyages Gendron / AmericanAirlines

FORMULE tout inclus

Profitez de
rabais jusqu'à 35%

Antigua • Aruba • Bahamas • Barbade • Bonaire • Curaçao • Grand Cayman • Mexique • Turks & Caïcos ...

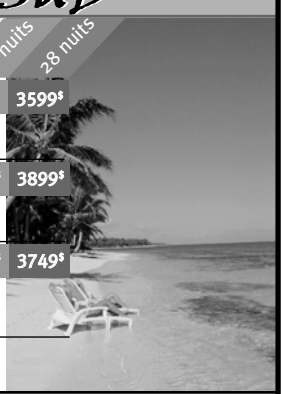
Réservez votre forfait avant le 31 août. Voyagez entre le 16 août et le 14 décembre

RÉPUBLIQUE DOMINICAINE	1 sem.	10 jrs
Coral Canoa ★★★★	1199 $	1405 $
Coral Marien ★★★★	1095 $	1265 $
Playa Naco ★★★½	864 $	975 $
Ocean Bavaro resort ★★★★	1075 $	1195 $
Coral Costa Caribe ★★★★	1125 $	1305 $
Coral Hamaca ★★★★	1155 $	1335 $

JAMAÏQUE	1 sem.	10 jrs
Starfish Trelawny ★★★½	1024 $	1204 $
Superclubs Grand Lido Braco ★★★★★	1784 $	2184 $
SAINT-MARTIN		
Le Flamboyant ★★★★	1714 $	2064 $
ANTIGUA		
Grand Pineapple Beach Resort ★★★★	1474 $	1764 $
ÎLES CAÏMANS		
Spanish Bay Reef ★★★	1444 $	1734 $

LONGS SÉJOURS DESTINATION...SUD

		21 nuits	28 nuits
RÉPUBLIQUE DOMINICAINE	• LA ROMANA • PUERTO PLATA • PLAYA DORADA • SANTO DOMINGO	1899$	2199$
ÎLES CAÏMAN	• COBALT COAST RESORT • SPANISH BAY	2039$	2499$
ARUBA	• AMSTERDAM MANOR BEACH	2450$	2899$
BARBADE	• BOUGAINVILLEA BEACH	2899$	3599$
ANTIGUA	• ROYAL ANTIGUAN	3139$	3899$
TURKS & CAÏCOS	• CARRIBBEAN PARADISE	3449$	3749$



Formule tout inclus : Vol, transfert, nuitées, repas et boissons, taxes, services d'un accompagnateur pour certaines destinations.

Les prix sont «à partir de», basés sur une occ. dbl., sujets à changement sans préavis et les taxes sont incluses.

voyagesgendron.com Permis du Qc. (514)866-8747 1-800-561-8747

3250261A

CJMS largue André Arthur

LOUISE LEDUC

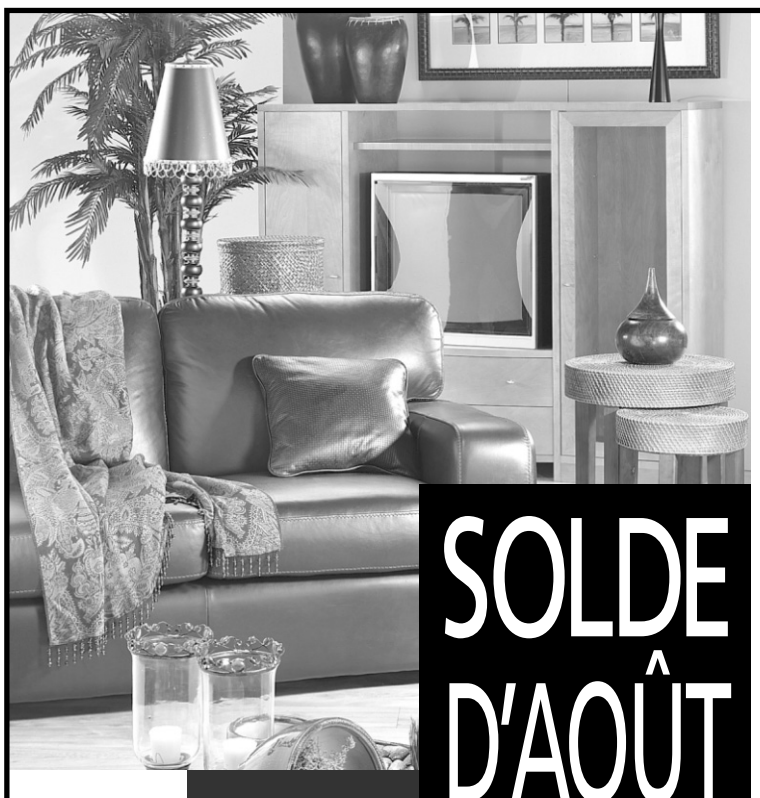
Au tour de CJMS de larguer le controversé animateur André Arthur, jugé par la station country trop à risque de poursuites.

Dans un communiqué envoyé à la presse hier matin, Alexandre Azoulay, président de Medialex (propriétaire de la chaîne), a fait savoir que CJMS cessait dès à présent de diffuser l'émission d'André Arthur, qui était à sa grille horaire du lundi au jeudi, de 7h à 9h30.

La station explique sa décision par le fait qu'elle est poursuivie « pour un montant substantiel à la suite de propos tenus sur les ondes par M. Arthur et qu'elle n'est pas à l'abri d'autres poursuites judiciaires ».

Au demeurant, la station dit vouloir mettre en ondes un nouveau type d'émissions et avoir été blessée par « des remarques déloyales » qu'a faites André Arthur à son égard et à l'égard de ses dirigeants.

André Arthur sera remplacé par Frenchie Jarraud jusqu'au 1er septembre, date à laquelle Nicolas Deslauriers animera une nouvelle émission. Il a été impossible de joindre Alexandre Azoulay et André Arthur.



www.meublesfontaine.com

SOLDE D'AOÛT

Fontaine Meubles Décors

du 12 au 29 août

30 ans

9780, Sherbrooke Est, Montréal
■ 514 352-3913

3245646A 3245650

AILES
LES AILES DE LA MODE

LE GRAND CLASSIQUE DES ANNÉES 60...

LA REDINGOTE!

bianca

Redingote, noir ou rouge **165$**

Complexe Les Ailes, centre-ville Montréal (514) 282-4537
Mail Champlain (450) 672-4537 • Carrefour Laval (450) 682-4537 • Place Ste-Foy (418) 652-4537

LA CARTE QUI VOUS AVANTAGE!

3250416A

Parce que vous voulez voir votre idole.

Il y a toujours une bonne raison de voyager avec Air Canada.

Des tarifs abordables pour pratiquement toutes les grandes villes au Canada et aux États-Unis.

Tarifs spéciaux Tango, aller simple de **Montréal** à partir de :

98$ HALIFAX	99$ WINNIPEG	159$ ST. JOHN'S (T.-N.-L.)	179$ EDMONTON CALGARY	189$ VANCOUVER
64$ NEW YORK	79$ ORLANDO	79$ TAMPA	109$ LOS ANGELES	159$ SAN FRANCISCO

Réservez sur **aircanada.com** et obtenez un mille Aéroplan[MD] supplémentaire pour chaque tranche de trois dollars dépensés pour vos voyages au Canada et aux États-Unis. Vous pouvez téléphoner à votre agent de voyages, ou à Air Canada au 1 888 247-2262.

AIR CANADA

3240113A

Service aux personnes malentendantes (ATS) : 1 800 361-8071. Destinations canadiennes : le supplément des frais de carburant est maintenant inclus dans tous nos tarifs pour les vols au pays. Les tarifs sont basés sur un aller simple. Les tarifs sont en vigueur au moment de la publication et applicables aux nouvelles réservations seulement. Les billets doivent être achetés au plus tard le 24 août 2004. Les voyages doivent être effectués entre le 1er septembre 2004 et le 15 décembre 2004. L'achat à l'avance peut être requis. Les taxes, les redevances de navigation de NAV CANADA, les assurances, les frais d'aéroport et le droit pour la sécurité des passagers du transport aérien, jusqu'à 6 $, ne sont pas inclus. **Destinations américaines :** les tarifs sont basés sur un aller simple. Les tarifs sont en vigueur au moment de la publication et applicables aux nouvelles réservations seulement. Les billets doivent être achetés au plus tard le 24 août 2004. Les voyages doivent être effectués entre le 8 septembre 2004 et le 15 décembre 2004. L'achat à l'avance peut être requis. Les taxes, les redevances de navigation de NAV CANADA, les assurances, le supplément des frais de carburant lorsque applicable, les frais d'aéroport et le droit pour la sécurité des passagers du transport aérien, jusqu'à 12 $, ne sont pas inclus. **Destinations canadiennes et américaines :** les billets sont non remboursables. Le nombre de places est limité et fonction de la disponibilité. Des restrictions quant aux jours et aux heures peuvent s'appliquer. Les tarifs peuvent différer selon la date de départ et de retour. Séjour minimal et maximal. D'autres conditions s'appliquent. À moins d'avis contraire, les vols peuvent être assurés sur des appareils d'Air Canada, de Jazz Air inc. (faisant affaire sous le nom d'Air Canada Jazz[MC]) ou de ZIP[MC]. [MD]Aéroplan est une marque déposée d'Air Canada. [MC]Air Canada Jazz est une marque de commerce d'Air Canada. [MC]ZIP est une marque de commerce de Zip Air inc.

RABAIS-CHOCS!

SUR TOUT ORDINATEUR DE TABLE ET PORTATIF.
JUSTE À TEMPS POUR LE RETOUR À L'ÉCOLE OU AU TRAVAIL.

GRATUIT!
LES INDISPENSABLES POUR L'INFORMATIQUE
VALEUR DE 250$
Incluant:
Lecteur USB
Caméra PC
Power Cinema™3
Microsoft® Works 7.0

Avec tout achat d'un ordinateur de table ou portatif sélectionné.

TM2101

acer

La série TravelMate 2101 est un outil de travail multimédia entièrement intégré avec de grands écrans DVD optimisés et une gamme complète des possibilités flexibles de communication, spécifiquement conçues pour fournir un support cohérent et fiable pour les utilisateurs de bureau nomades, tels que les professions libérales ou les employés de la PME.

Processeur Intel® Celeron - 2.6 GHz
- Mémoire : 256Mo
- Disque rigide : 30 Go
- Lecteur combo CD-RW/DVD
- Windows XP édition familiale
- Écran panoramique 16:9

PRIX INCROYABLE!

1298.88*
+ GRATUIT Trousse informatique

* Après rabais postal de 100$.

LG
L'Ultime portatif

- ***Seulement 26mm d'épaisseur***
- ***Ne pèse que 2.4 Kg***
- ***Jusqu'à 3 ans de garantie***
- ***Pile d'une durée de vie pouvant aller jusqu'à 10 heures***

LS50-AC6F1, LM50-CUWF1

***LS50** séries Performance*
Processeur Intel® Centrino 1.5 GHz
- Mémoire : 256 Mo
- Disque rigide : 40 Go
- Lecteur combo CD-RW/DVD
- Windows XP édition familiale
- Écran ACL de 15"
- Port sans-fil 802.11G

1948.88*
+ GRATUIT Trousse informatique

* Après rabais postal de 50$.

***LM50** Série Premium*
Processeur Intel® Centrino 1.7 GHz
- Mémoire : 512 Mo
- Disque rigide : 80 Go
- Lecteur combo CD-RW/DVD
- Windows XP Professionnel
- Écran ACL de 15"
- Port sans-fil 802.11G

3198.88*
+ GRATUIT Trousse informatique

* Après rabais postal de 100$.

P20-QR7

TOSHIBA *Satellite*
MOBILITÉ ILLIMITÉE

Écran panoramique de 17" de format 16:9 pour l'expérience du cinéma maison.

Processeur Intel® Pentium® 4 - 3.4 GHz
- Mémoire : 1 Go • Disque rigide : 80 Go
- Graveur CD-R/RW/DVD-R/RW
- Carte vidéo 64 Mo avec sortie TV
- Windows XP édition centre média
- Écran panoramique de 17"
- Port sans-fil 802.11G

3198.88
+ GRATUIT Trousse informatique

SONY VAIO

Intel® Pentium® 4 - 2.8 GHz Processor

PRIX IMBATTABLE!

- Mémoire : 512 Mo
- Disque rigide : 60 Go
- CD-RW/DVD-ROM
- Écran 15.4" WXGA technologie Xbrite
- Windows XP édition familiale
- Logiciels exclusifs : Sonic Stage™, DVgate™ Plus, PictureGear Studio™, VAIO Media™

1928.88
+ GRATUIT Trousse informatique

PCGK23

GARANTIE DE 1 AN AVEC SERVICE À DOMICILE

SPM MICRO AXESS

Intel® Pentium® 4 - 2.8 GHz
- Mémoire : 512 Mo • Disque rigide : 80.0 Go
- Lecteur DVD et graveur CD-RW
- **Lecteur de cartes mémoires 6 en 1**
- Livraison à domicile
- Windows XP édition familiale

Moniteur non-inclus

898.88
+ GRATUIT Trousse informatique

Axess et Intel sont des marques déposées

FINANCEMENT 0% disponible!ƒ
Ajusté à vos besoins!

Magasinez en ligne! *dumoulin.com*

Dumoulin

Électronique • Informatique • Photo • Communications

GRANDE VENTE D'OUVERTURE À BOUCHERVILLE!

MONTRÉAL 8390, rue St-Hubert *(Sud de la métropolitaine)* • **MONTRÉAL** 2050, boul. St-Laurent • **MONTRÉAL** 368, rue Ste-Catherine O. • **MONTRÉAL** 8990, boul. de l'Acadie • **MONTRÉAL** 5485, rue des Jockeys *(près de l'Hippodrome Blue Bonnets)* • **LASALLE** 7197, boul. Newman *(Près du Carrefour Angrignon)*
WEST ISLAND 6815, Transcanadienne *(Fairview Pointe-Claire)* • **WEST ISLAND** 2315, route Transcanadienne *(boul. des Sources)* • **LAVAL** 1599, autoroute 440 O. *(Sortie boul. Industriel)* • **CARREFOUR LAVAL** 3035, boul. Le Carrefour • **LAVAL** 1769, avenue Pierre-Péladeau *(voisin du Colossus)* • **PLACE ROSEMÈRE** *(Face à rue Le Bouthillier)*
BOUCHERVILLE 582, rue De Touraine *(près du IKEA)* • **BROSSARD** 5705, boul. Taschereau *(Est du Mail Champlain)* • **PROMENADES ST-BRUNO** *(Entrée #1)* • **GATINEAU** 195, Bellehumeur • **ST-LÉONARD** 6852, rue Jean-Talon Est *(Langelier & Galeries d'Anjou)*

1-877-DUMOULIN

ƒ Financement 0% disponible sur produits sélectionnés et sur approbation du crédit. Détails en magasin. *Financement 36 mois basé sur un taux d'intérêt de 13.5% composé mensuellement. Sur approbation de crédit. Détails en magasin.
Ces promotions se terminent le 27 août 2004 ou jusqu'à épuisement des stocks sauf indication contraire. Les illustrations peuvent différer. Certains modèles ne sont pas disponibles dans toutes les succursales et peuvent être des démonstrateurs.

3249365A

Un billet, un bouquin et les Tilley Endurables.

Voyagez léger. On vous invite à un dîner habillé après une randonnée décontractée ? L'affaire est dans le sac. Tout petit le sac. La vie est plus facile avec Tilley. Des coupes classiques pour lui et elle, de mise en toute occasion, pour faire face à tous les imprévus de la vie de voyageur. Si d'aventure une vague prenait le large avec votre maillot de bain, votre chapeau Tilley qui flotte vous servirait de bouée. Partez en voyage, partez en Tilley.

Tilley Endurables

Tilley. Les meilleurs chapeaux et vêtements de voyage au monde

Montréal : 1050, av. Laurier Ouest
(deux rues à l'ouest de Park Avenue) **(514) 272-7791**
Pour obtenir l'addresse d'un détaillant ou un catalogue : **1 800 465-4249**

3244567A

SUITE DE LA UNE

« Les scandales me suivront jusqu'à la mort »

BARDOT

suite de la page A1

Dans son autre propriété, plus vaste, elle vit entourée de ses chèvres, de ses poules, de ses chevaux, de ses cochons et de son âne. Accessoirement, aussi, sans doute avec son mari, un certain Bernard d'Ormale, ami de Jean-Marie Le Pen, qu'elle évoquera plus tard dans la conversation, sans s'attarder.

Parfois, avec un peu de chance, la télévision repassera un de ses vieux films. « Ça me fait rigoler et ça me rappelle de bons souvenirs », dit-elle en riant.

Ce qui l'amuse moins, ce sont ses 31 ans voués à la défense des animaux — en vain. « Je ne suis arrivée à rien. On tue de deux à trois fois plus de phoques au Canada qu'il y a 27 ans. »

Un drame pour cette végétarienne de stricte obédience qui n'a sur la conscience « qu'une sardine dans l'huile de temps en temps », pour cette ex-sex-symbol qui espère qu'à sa mort on aura oublié ses chansons et ses rôles de nymphette. « Le cinéma, c'est un boulot idiot », dit celle qui en a pris congé à 39 ans et qui n'y reviendra jamais, même si on lui offrait le rôle du siècle. « J'ai fait une croix définitive et mortuaire sur le cinéma. »

Ce qu'elle souhaite que l'Histoire retienne d'elle, c'est Brigitte Bardot « la fée des animaux ». Point à la ligne.

Pour l'heure, la presse, *Le Figaro* en tête, n'en a plus que pour Brigitte Bardot, l'auteure de *Un cri dans le silence*, son livre jugé homophobe, raciste et misogyne.

Elle y écrit : « Aujourd'hui (les musulmans) ont le dernier mot » alors que « nos aïeux, les anciens, nos grands-pères, nos pères ont donné leur vie depuis des siècles pour chasser de France tous les envahisseurs successifs ».

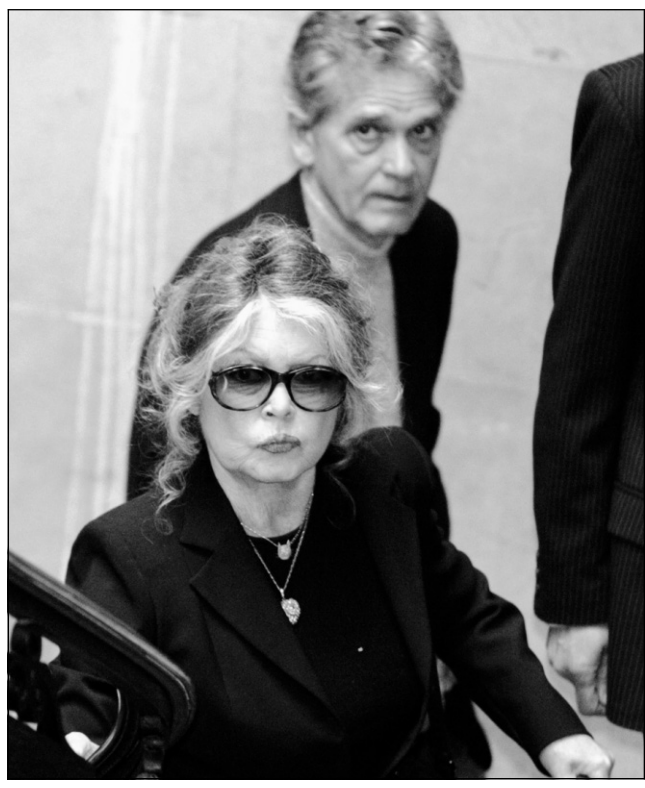


PHOTO JACK GUEZ, AGENCE FRANCE-PRESSE ©

« Je ne suis pas Balzac », a lancé l'ancienne actrice française, que l'on voit ici en compagnie de son mari Bernard d'Ormale, à son procès pour propos incitant à la haine raciale en mai dernier.

À son procès pour propos incitant à la haine raciale, elle s'est montrée malgré tout assez réaliste. « C'est sûr, je ne suis pas Balzac. » « Le tribunal l'a constaté », lui a répliqué la présidente de la 17e chambre, Catherine Bézio.

Pour calmer le jeu un peu, elle formula la chose autrement. « Il y a parmi eux des gens bien et des voyous, comme dans toutes les sociétés », dit-elle avant d'ajouter : « Ça va ? » déclenchant les sourires de la salle. Elle s'en tira finalement en juin avec une amende symbolique de 8000 $.

Les scandales, vous aimez bien ? « Quand je faisais du cinéma, chaque film faisait scandale, répond-elle. Les scandales me suivront jusqu'à la mort. Ils ne m'amusent pas, mais il font partie de mon personnage. »

Elle persiste et signe, donc. « Ce livre, j'en suis fière, insiste-t-elle. Il est arrivé à la première ou à la seconde place des ventes l'année dernière. »

Dans le même souffle, elle évoque, un peu comme pour s'expliquer, cette éducation dans le culte de la religion catholique qui l'amène aujourd'hui à refuser les étrangers « qui imposent leur tradition » à la France. Ne serait-elle pas influencée par son mari, bon pote de Le Pen ? « Écoutez, mon mari, il fait ce qu'il veut et Jean-Marie Le Pen, moi, je l'ai vu trois fois dans ma vie. » La politique l'énerve.

Tout comme son pays. « La France a mal vieilli », juge-t-elle.

Trop offerte à l'immigration à son goût, trop obsédée par « le cul », aussi. « On est passé, au sortir de la guerre, d'une France pudibonde à une France où l'on montre des bonnes femmes toutes nues pour rien, pour vendre des frigos ou autre chose. »

C'est aussi l'époque où les jeunes filles « perdent leur innocence trop jeunes », où elle se promènent « à 14 ans préservatifs dans la poche ».

Et ses films torrides ? Sa scène d'amour qui a fait époque avec Jean-Louis Trintignant ? À côté de ce que l'on voit aujourd'hui, répond-elle, c'est aussi pudique que « les bonnes femmes qui montraient leur décolleté au XIXe siècle ».

Bref, tout fout le camp. Ses amis, aussi, tel Sacha Distel. « Un fidèle ami que celui-là, qui m'appelait de temps en temps. Cette année, il était venu à notre Noël des animaux pour nous encourager dans notre campagne d'adoption. Il ne m'avait pas dit qu'il était si malade. »

Pour tromper les idées noires et la torpeur du mois d'août tropézien, Brigitte Bardot relance donc son combat pour les phoques, auquel elle est spontanément associée bien qu'elle se soit aussi portée au secours du loup de Roumanie, de l'éléphant kenyan et de la panthère sénégalaise.

Brigitte Bardot raconte avoir mis le cap sur les banquises au large de Blanc-Sablon, sur la Basse-Côte-Nord, en 1977, dans un élan de révolte, après avoir vu à la télévision des images de phoques massacrés. « Je venais de quitter le cinéma et je suis débarquée là en novice, sans rien connaître à la protection des animaux. Je me suis trouvée face à des tueurs de phoques, qui m'ont déposé sous le nez un cadavre de phoque. (...) Pour moi qui étais habituée aux tapis rouges, tout cela a été une épreuve terrible : d'abord, j'ai horreur de l'avion, et celui-là était petit. Ensuite, je ne venais pas en touriste, mais pour défendre une cause qui me tient à coeur. Je n'ai pas été bien reçue, et c'est tout à fait normal. Dans le petit hôtel où était débarquée la presse du monde entier, on ne voulait même pas me vendre un sandwich. Ce sont les journalistes qui allaient m'en acheter. »

Aujourd'hui, elle s'en remet à Paul Martin dans l'espoir qu'il soit « cet homme, cette exception » qu'elle attend. « Je n'ai malheureusement plus la force de me rendre sur place, écrit-elle, évoquant sa hanche malade, qui l'oblige à se déplacer désormais avec une canne. Je ne pourrais de toutes façons plus supporter la cruauté, la lâcheté des actes commis sur la banquise. J'aimerais trouver un relais, une personnalité mondialement connue qui aide ma Fondation à poursuivre son combat afin que, telle la flamme olympique, notre voix ne s'éteigne jamais. »

Les phoques ? Encore ? Oui, encore. Malgré les études selon lesquelles l'espèce n'est pas menacée, malgré l'assurance du gouvernement canadien que l'animal est tué sans cruauté, en dépit des allégations voulant que le phoque vide la mer de ses poissons. La faute revient à la pêche commerciale, dira-t-elle. « La nature s'équilibre bien toute seule. »

Pour en convaincre le monde, elle entend bien faire circuler une pétition à quantité de grands chanteurs et acteurs. Elle mentionne Leonardo Di Caprio, dont elle a entendu qu'il est aussi sensible au sort des phoques, et Isabelle Adjani, qui s'amène au Festival des films du monde, à Montréal, armée d'un dossier épais comme cela qu'elle lui a remis. Elle a aussi tous les Québécois dans sa mire, les Céline Dion, Lynda Lemay, Garou et Isabelle Boulay. Forte de tous ces appuis espérés, elle entend ensuite « aller voir Kofi Annan (secrétaire général des Nations unies) pour qu'il fasse le nécessaire pour obliger le gouvernement canadien à arrêter le massacre ».

D'ici là, elle espère simplement un signe de Paul Martin. Bien sûr, ce sont les vacances, bien sûr, quand on a eu toute une galerie d'amants, de Jean-Louis Trintignant à Serge Gainsbourg, on n'attend plus à côté du téléphone. Tout de même, un petit mot de Paul Martin lui ferait grand plaisir.

Brigitte Bardot s'apprêtait à aller souper. « Un peu de salade, un peu de tomates », précise-t-elle.

Les sardines sont sauves.

Beaucoup plus de possibilités avec cette jolie prime de Lancôme : des couleurs à profusion.

VOUS ADOREREZ LA NOUVELLE PRIME DE LANCÔME DE L'AUTOMNE, REMISE GRACIEUSEMENT AVEC TOUT ACHAT LANCÔME DE 40 $* OU PLUS. En plus de vous offrir un choix de couleurs fabuleux, la prime inclut un rouge à lèvres multi-sensations Rouge Sensation, un rouge à lèvres à applicateur pinceau Star Gloss, une ombre duo finesse et tenue record Colour Focus Duo, le lait de soin démaquillant nourrissant Galatée Confort, 50 ml, le lait corps hydratant toucher sublime immédiat Body Délisse, 15 ml, le mascara longueur et cambrure divines Flextencils et le soin reconstituant profond récupérateur nuit, visage, cou et décolleté Absolue Night, 15 ml. Le tout présenté dans un splendide étui à maquillage des plus pratiques pour votre collection privée! L'offre débute dès maintenant et se termine le 5 septembre 2004. Une prime par personne, jusqu'à épuisement des stocks. Ne peut être jumelée à aucune autre offre promotionnelle.

AVEC LE TRAITEMENT ANTI-RIDES INTENSIF RÉSOLUTION – D-CONTRAXOL[MD], VOUS RIGOLEREZ ENCORE PLUS! Parlez, froncez les sourcils, riez, pleurez! Des études révèlent que les nombreux mouvements faciaux quotidiens favorisent la formation de rides et de ridules, qui augmentent et s'intensifient d'année en année. Enfin, vous pouvez désormais amoindrir l'apparence des rides, même les plus prononcées, avec Résolution, le tout premier traitement anti-rides intensif mettant à profit le D-Contraxol[MD], un complexe hydratant et dermolissant de pointe. En quatre semaines, vous constaterez que la quantité, la profondeur et la taille des rides auront visiblement diminuées. La texture de votre peau prendra une apparence lisse et rajeunie. Donc, vous n'avez plus rien à craindre : rigolez autant que vous le désirez! Le traitement anti-rides intensif Résolution – D-Contraxol[MD]. 50 ml. 83 $.

*Avant les taxes.

HOLT RENFREW

1300, RUE SHERBROOKE OUEST (514) 842-5111 WWW.HOLTRENFREW.COM

3244808A

LES HELLS ANGELS EN EXPANSION, INDIQUE UN RAPPORT

L'industrie du diamant pourrait être la prochaine cible du crime organisé

PRESSE CANADIENNE

VANCOUVER — L'industrie du diamant pourrait être la prochaine cible du crime organisé, indique un rapport des chefs de police sur l'état du crime organisé au Canada, qui constate aussi que l'organisation des Hells Angels est en pleine expansion.

« Nous avons vu le crime organisé s'intéresser à l'industrie du diamant ailleurs dans le monde, ce qui est un signe important que cela devrait se produire ici aussi », a déclaré hier Giuliano Zaccardelli, commissaire de la Gendarmerie royale du Canada (GRC), à l'occasion de la publication du rapport.

Le document précise toutefois qu'il n'existe actuellement aucune information selon laquelle le crime organisé infiltrerait déjà l'industrie du diamant au Canada, une activité en émergence.

Le rapport conclut aussi que les Hells Angels continuent d'être le gang de motards le plus puissant au pays.

Mais il met en garde contre le crime organisé asiatique, qui menace toutes les régions du Canada, principalement dans les secteurs de Vancouver, Calgary, Edmonton et Toronto.

La spécialité des gangs asiatiques est d'approvisionner en drogue les autres groupes criminels. Pour ce faire, ils ont souvent recours à des autochtones ou à d'autres gangs de rue.

Quant aux réseaux de crime organisé italiens, ils sont surtout implantés à Montréal, dans la région de Toronto, à Hamilton et dans la région de Niagara, indique le rapport.

Selon le document, des organisations criminelles internationales ont aussi établi d'importants réseaux au Canada pour le trafic de drogue, l'importation d'esclaves sexuels, l'exportation de véhicules de luxe volés et le vol d'identité.

Dans leur rapport, les chefs de police reconnaissent qu'ils brossent un portrait plutôt flou d'activités complexes qui sont difficiles à suivre pour les enquêteurs.

« Ce n'est plus comme dans le bon vieux temps, alors qu'on pouvait envoyer quelques enquêteurs sur le terrain pour arrêter quelqu'un », a dit Jamie Graham, le chef de la police de Vancouver.

Afin de lutter contre le crime organisé au pays, les chefs de police souhaitent d'ailleurs obtenir la collaboration du public. Ils lui demandent de signaler toute activité qui pourrait être de nature criminelle.

« Beaucoup d'organisations criminelles sont comme des rats, a dit M. Graham. Quand on dirige la lumière vers eux, ils ne travaillent pas très bien. »

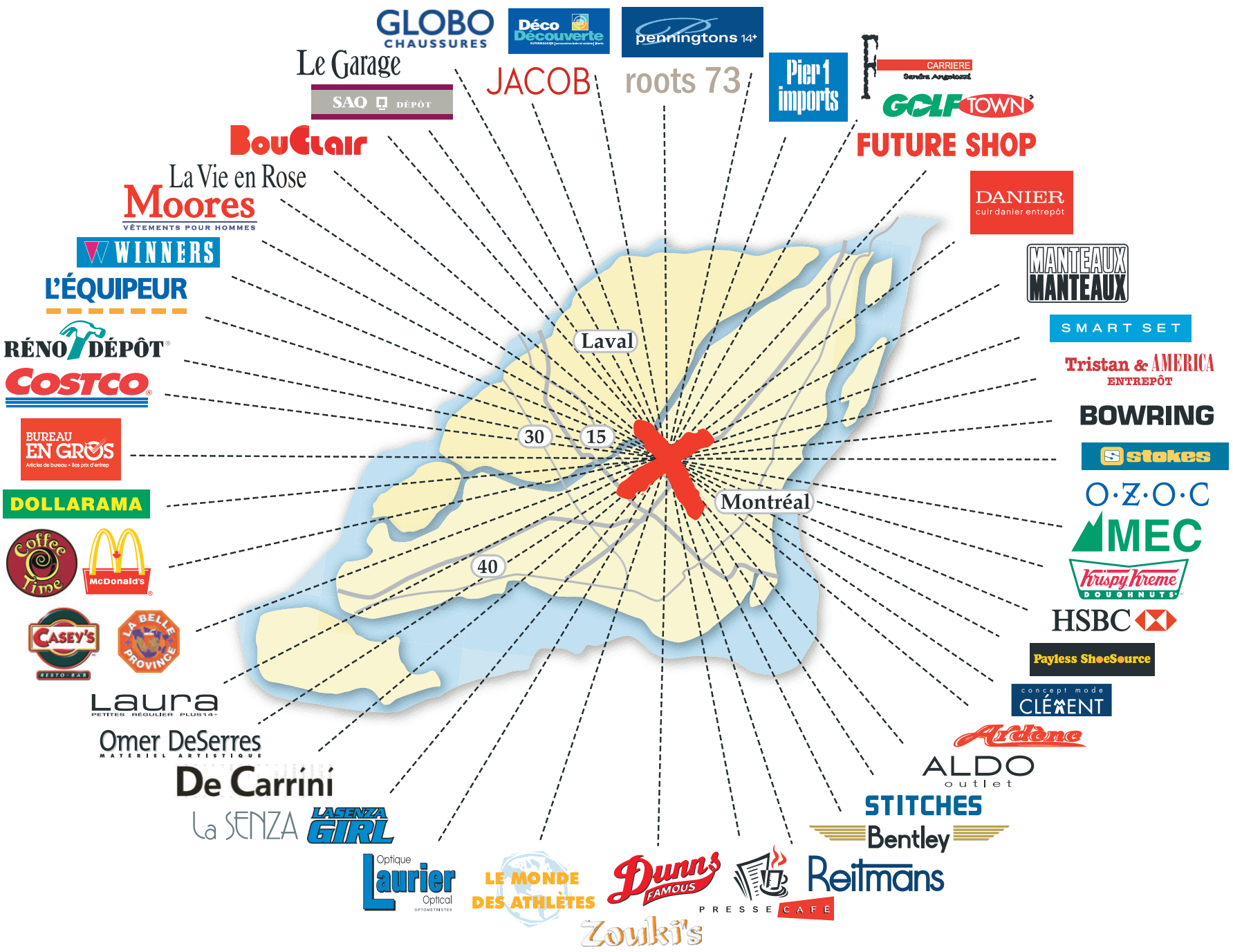
Selon le président de l'Association canadienne des chefs de police, Edgar MacLeod, la seule manière de réussir à suivre l'évolution des groupes criminels malgré les ressources limitées la police est de recourir aux « tuyaux » du public.

« Nous savons que les façons de faire du passé ne nous aideront pas à résoudre les problèmes à venir », a-t-il dit.

Le rapport annuel de 2004 a été produit par le Service canadien de renseignement criminel et il a été rendu public à Vancouver par M. Zaccardelli et le chef de la police de Toronto, Julian Fantino.

Le groupe s'appuie sur la participation de 380 agences de tout le pays, dont la GRC et les corps policiers provinciaux, régionaux et municipaux.

Quittez les sentiers battus.



Magasinez en grand !

marché CENTRAL

3229318A

Angle Métropolitaine et L'Acadie Nord

GRANDE VENTE
jusqu'à 50% de rabais
Arte Pelle®
L'ART DE VIVRE

CENTROPOLIS
coin St-Martin et Autoroute 15, Laval
(derrière le cinéma Colossus)
(450) 978-3030

3250474

NUAGE TOXIQUE

Demande de recours collectif contre Noranda

RAYMOND GERVAIS

Un résidant de Saint-Timothée, François Deraspe, qui soutient avoir ressenti des troubles respiratoires dans la soirée du 9 août dernier à la suite d'un fuite de trioxyde de soufre survenue à l'usine de la compagnie Noranda Zinc électrolyte du Canada (CE-Zing), à Valleyfield, a déposé hier en Cour supérieure une requête visant à exercer un recours collectif au nom des quelque 5000 personnes de la région qui ont été touchées par le nuage toxique.

M. Deraspe reproche à la compagnie d'avoir attendu plus d'une heure avant d'alerter les services de sécurité publique, puis d'avoir tenté de déguiser l'accident qui a causé un déversement majeur en interruption volontaire des opérations qui aurait entraîné l'échappement de vapeurs et d'odeurs.

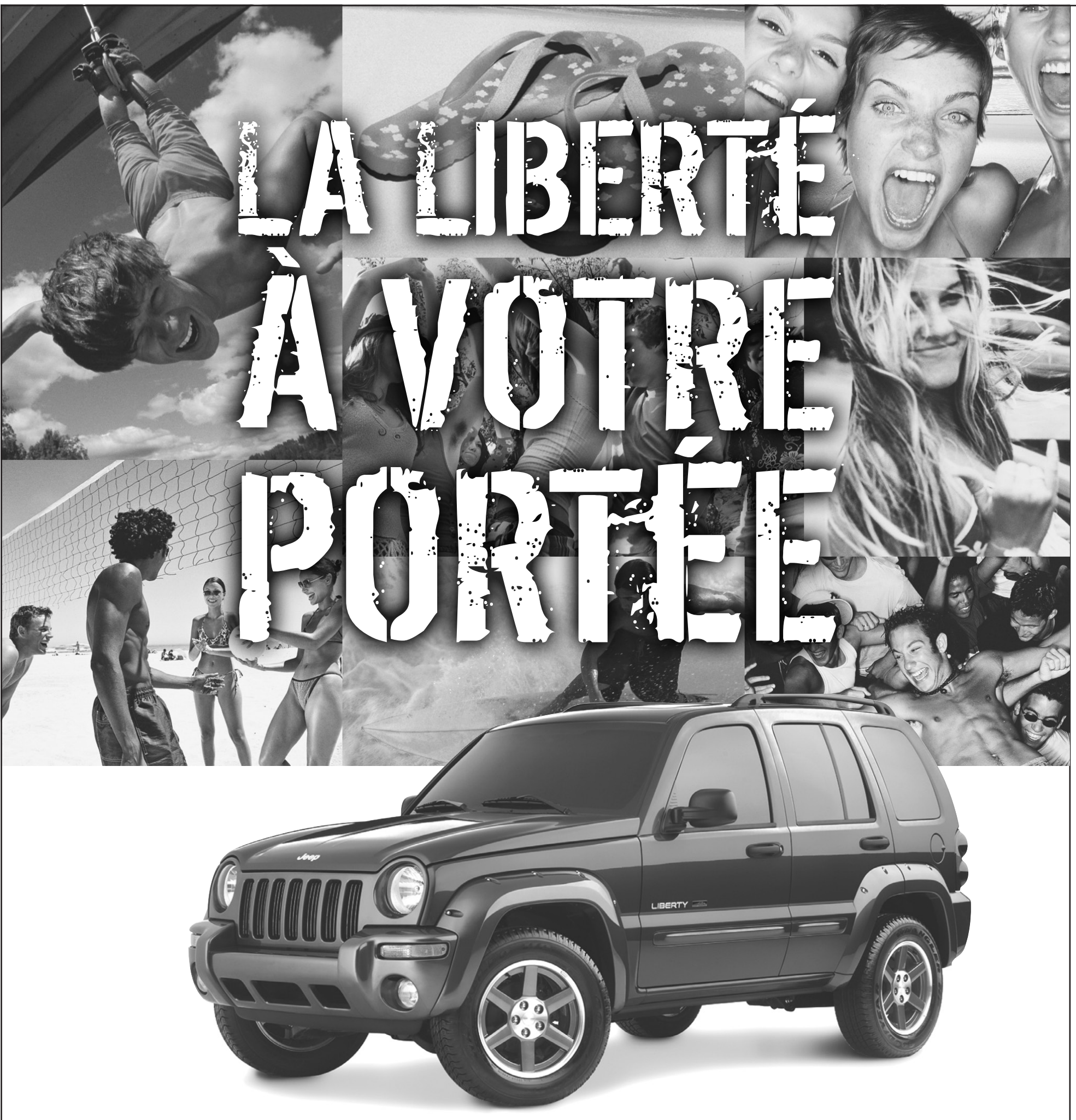
Selon lui, la compagnie l'a volontairement induit en erreur lorsqu'il a téléphoné ce soir-là afin de savoir si le nuage provenait de chez elle. De plus, il soutient que l'entreprise de traitement de zinc a aussi induit les services d'urgence en erreur en ne donnant pas l'alarme rapidement, empêchant ainsi que des mesures soient prises pour évacuer ou protéger la population se trouvant dans le périmètre qui aurait dû être établi à la suite de la fuite. Le requérant allègue également que CE-Zing a porté atteinte à son intégrité physique et à celle du groupe qu'il souhaite représenter.

M. Deraspe réclame 2000 $ par personne pour dommages en responsabilité civile et une somme de 3000 $ pour chaque membre du groupe à titre de dommages et intérêts punitifs en vertu de l'article 49 de la Charte des droits et libertés de la personne.

Le requérant soutient que l'intimée a manqué de façon grave à toutes les règles de sécurité élémentaires et à ses responsabilités en omettant d'informer les autorités dès qu'elle a pris connaissance de la fuite.

Rappelons que c'est le bris d'une pompe, survenu vers 21 h 45 le 9 août, qui a entraîné le rejet dans l'atmosphère de cinq tonnes de trioxyde de soufre.

FINANCEMENT OFFERT EXCLUSIVEMENT PAR
SERVICES FINANCIERS CHRYSLER CANADA



JEEP LIBERTY ROCKY MOUNTAIN 2004

SEULEMENT Jeep MD

TRAIL RATED 4x4

0% de financement à l'achat jusqu'à 60 mois◊

ou louez à $298† par mois. Location de 48 mois. Comptant initial de 4 347 $ ou échange équivalent.

0 $ DÉPÔT DE SÉCURITÉ

- Moteur V6 PowerTech de 3,7 L • Transmission automatique à 4 vitesses • Système 4 roues motrices en prise temporaire Command-Trac^MD • Radio AM/FM avec lecteur de CD
- Lève-glaces, rétroviseurs et verrouillage à commande électrique
- Glaces à écran solaire, teinte foncée • Différentiel Trac-Lok
- Ensemble sécurité (comprenant alarme antivol et couvre-bagages)

VISITEZ VOTRE CONCESSIONNAIRE CHRYSLER • JEEP_MD • DODGE OU JEEP.CA

† Tarif mensuel établi pour 48 mois pour le Jeep Liberty Rocky Mountain 2004 avec l'ensemble 28R + GEG + AJB + DSA. Le dépôt de sécurité est de 0 $ pour une période de temps limitée seulement et peut changer sans préavis. Premier versement exigé à la livraison. Aucun rachat requis. Le locataire est responsable de l'excédent de kilométrage après 81 600 km au taux de 15 ¢ le kilomètre. Le concessionnaire peut louer à prix moindre. ◊ 0 % de financement pour usage personnel seulement. Aucun rachat requis. Le locataire est responsable de l'excédent de kilométrage après 81 600 km au taux de 15 ¢ le kilomètre. Canada est un membre du groupe de Services DaimlerChrysler Canada. Services financiers Chrysler offre, à l'exception de la remise aux diplômés et du programme d'aide aux handicapés physiques, et s'appliquent à la livraison au Québec seulement à l'achat jusqu'à 60 mois sur le Jeep Liberty 2004. †, ◊ Sous réserve de l'approbation de Services financiers Chrysler Canada. Ces offres d'une durée limitée sont exclusives et ne peuvent être jumelées à aucune autre offre, à l'exception de la remise aux diplômés et du programme véhicule. Transport et taxe sur le climatiseur (lorsque applicables), immatriculation, assurance, droits sur les pneus neufs, frais d'inscription au Registre, taxes et frais d'administration des concessionnaires en sus. Photo à titre indicatif seulement. Voyez votre concessionnaire participant pour les détails et les conditions. MD Jeep est une marque déposée de DaimlerChrysler Corporation, utilisée sous licence par DaimlerChrysler Canada inc., une filiale à propriété entière de DaimlerChrysler Corporation.

Association publicitaire des concessionnaires Chrysler • Jeep_MD • Dodge du Québec

CHRYSLER
Jeep MD
DODGE
CINQ ÉTOILES

3250175A

Spectaculaire incendie sur la 40

ÉMILIE CÔTÉ

Le renversement d'un camion-citerne a causé un spectaculaire incendie, à 3 h 40 hier matin, dans la voie de desserte reliant l'autoroute 15 Sud à l'autoroute 40 Ouest. Plus de 40 000 litres de diesel se sont répandus sur la chaussée, alimentant d'intenses flammes que les pompiers n'ont maîtrisées qu'au bout de deux heures.

Le chauffeur, originaire de Pointe-aux-Trembles, est parvenu de justesse à sortir du camion. Souffrant de blessures mineures, l'homme dans la trentaine a été conduit à l'hôpital du Sacré-Coeur.

L'incendie ne s'est propagé à aucun édifice ou résidence puisqu'il est survenu dans un quartier industriel, et n'a pas causé d'explosion. Le diesel déversé a brûlé rapidement dans la voie de desserte et n'a causé aucun dommage environnemental.

« Une faible quantité s'est infiltrée dans les égouts, mais l'impact a été mineur », a confirmé Environnement Québec. Les pompiers ont néanmoins dû demander aux résidants habitant au sud de l'autoroute 40 de fermer leurs fenêtres, à cause de la fumée dense s'échappant du brasier. « Les flammes étaient trois fois plus hautes qu'un lampadaire, raconte le pompier Charles Castonguay. Nous étions une centaine à combattre l'incendie. Les flammes ont été maîtrisées un peu avant 6 h du matin. »

Le camion-citerne de la compagnie de transport RTG roulait dans la voie de desserte près d'un camion de courrier lorsqu'il s'est renversé. Le Service de police de la Ville de Montréal a interrogé les deux chauffeurs.

« Des automobilistes auraient klaxonné un des deux camionneurs, car il conduisait de façon irrégulière, indique Ian Lafrenière, porte-parole du SPVM. Nous cherchons donc à parler à ces automobilistes. »

La circulation est revenue à la normale sur les autoroutes 15 et 40 dès hier matin.

Le revêtement de la voie de desserte n'a toutefois été refait que tard en soirée.

PHOTO ARMAND TROTTIER, LA PRESSE©

Un camion-citerne a pris feu dans une bretelle de l'autoroute 40 vers 3 h, tôt hier matin, répandant 40 000 litres de diesel sur la chaussée.

EN BREF

Sage en cavale

Le prisonnier en cavale depuis trois ans qui a été repris jeudi à Québec affirme qu'il ne s'est jamais caché. « Je ne dis pas que j'ai pris la bonne décision en ne rentrant pas au pénitencier, mais j'ai réussi à prouver que je pouvais vivre dehors, clame Renaud Brochu. Depuis octobre 2001, j'ai une conduite irréprochable. » L'homme purge une peine combinée de 24 ans de pénitencier pour avoir tenté d'abattre les policiers qui voulaient l'arrêter. Il a fait faux bond aux services correctionnels, mais a passé ses journées à faire du bénévolat, à préparer des plats, à laver des planchers, à servir de la nourriture dans une soupe populaire, etc. Tout cela par le truchement d'un organisme caritatif d'une paroisse, à qui il a caché bien entendu qu'il était recherché.
Presse Canadienne

Brian Tobin quitte Magna

L'ex-premier ministre terre-neuvien et ministre fédéral Brian Tobin quitte le groupe Magna, moins de six mois après sa nomination à des postes de haute direction au sein de deux de ses filiales. Dans un communiqué transmis hier en fin de journée, après la clôture des marchés boursiers, Magna a fait part de la démission de M. Tobin de son poste de chef de la direction de la société immobilière MI Developments ainsi que de ses fonctions à la haute direction de Magna Entertainment, le plus important exploitant d'hippodromes en Amérique du Nord. Ces entreprises font partie de l'empire bâti par Frank Stronach, dont la société principale, Magna International, fabrique des pièces automobiles. Magna n'a pas précisé les raisons du départ de M. Tobin, qui a été ministre fédéral des Pêches de 1993 à 1996, premier ministre de Terre-Neuve de 1996 à 2000 puis ministre fédéral de l'Industrie d'octobre 2000 à janvier 2002.
Presse Canadienne

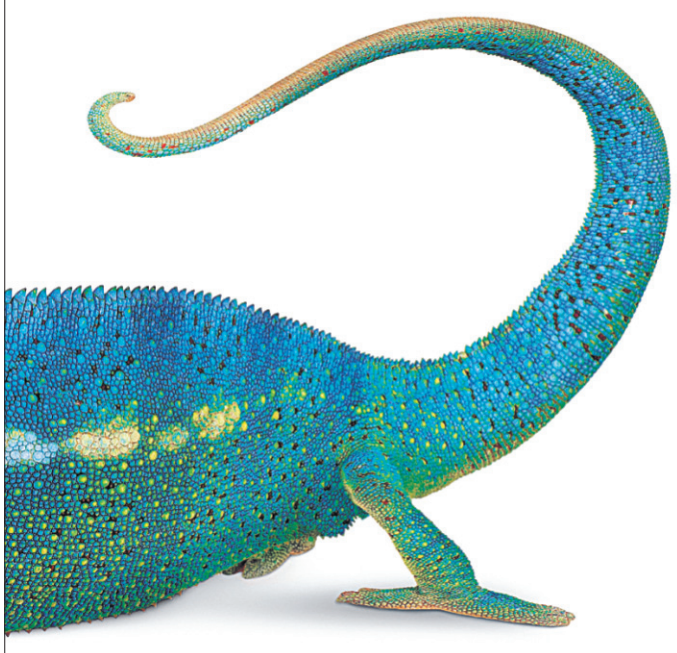
Accident dans Lanaudière

Un jeune homme de 18 ans a été gravement blessé hier soir dans un violent accident de voiture à Saint-Félix-de-Valois. Un véhicule utilitaire sport (VUS) s'est arrêté sur la route 131 en direction sud pour entrer dans le stationnement d'un restaurant. Le véhicule qui le suivait n'est pas arrivé à freiner à temps et l'a heurté violemment. Projetée dans la voie inverse, l'automobile a à son tour été heurtée par une fourgonnette à bord de laquelle se trouvaient 10 personnes. Tard hier soir, on craignait toujours pour la vie du jeune conducteur, originaire de Saint-Jean-de-Matha. Les deux passagers du VUS et les occupants de la fourgonnette ont été légèrement blessés.
Pierre-André Normandin

Bateau chaviré

Un touriste américain de l'État du Kentucky repose entre la vie et la mort après que son embarcation eut chaviré dans le fleuve Saint-Laurent, hier soir. Le bateau de plaisance a heurté vers 20 h un objet inconnu pour l'instant. Trois des quatre passagers sont tombés à l'eau et ont été immédiatement secourus par des plaisanciers. L'homme âgé de 62 ans est toutefois resté coincé sous l'embarcation, et un plongeur a dû être appelé à la rescousse pour le sortir de sa fâcheuse position.
Pierre-André Normandin

Remuez-vous le derrière.



Kyocera KE424C
GRATUIT
avec un contrat de 2 ans

Samsung A650
29,99 $
avec un contrat de 3 ans

LG 4600
79,99 $
avec un contrat de 3 ans

Solde de fin d'été
du 19 au 29 août seulement.

TELUS mobilité MD
le futur est simple MD

3247698A

3247701

BOUTIQUES TELUS MOBILITE ET DÉTAILLANTS AUTORISÉS

MONTRÉAL

Carrefour Angrignon
Centre commercial Le Boulevard
Centre Eaton
Centre Rockland
Complexe Desjardins
Fairview Pointe-Claire
Galeries d'Anjou
Galeries Lachine
Mail Cavendish
Place Alexis Nihon
Place Lasalle
Place Versailles
Place Vertu
Centre-ville
950, rue Sainte-Catherine Ouest
4202, rue Saint-Denis
Action Télécom Inc.
1531, rue Notre-Dame Ouest
Communications Métropolitaine
10223, boul. Pie-IX
Communications Mobilenet
5165, ch. Queen-Mary
La Zone SCP
6321, route Transcanadienne, local 1470

Dollard-des-Ormeaux
La Zone SCP
3349B, boul. des Sources

Saint-Laurent
D2 Technologie Inc.
2119, boul. Marcel-Laurin
PC Page Communications Inc.
3832, boul. Côte-Vertu

LAVAL ET RIVE-NORD

Blainville
Digital Radiocommunication
9, boul. de la Seigneurie, local 7

Joliette
Multicom Communications 2000
159, boul. Antonio-Barrette

Laval
Carrefour Laval
Centre Laval
Contact Com. D.L. Communications
1521, autoroute 440 Ouest
Proxi Telecom Inc.
1662, boul. Saint-Martin Ouest
SRAD Communications Inc.
2995, boul. Dagenais, local D

Repentigny
Galeries Rive-Nord
Technicomm
346, rue Notre-Dame, local C

Rosemère
Place Rosemère
Contact Com. D.L. Communications
259, boul. Labelle, local 102

Saint-Jérôme
Carrefour du Nord

Terrebonne
Galeries de Terrebonne
SRAD Communications Inc.
2292, ch. Gascon

RÉGIONS

Saint-Hyacinthe
Cellulaire +
Galeries Saint-Hyacinthe
3200, boul. Laframboise

RIVE-SUD

Mail Champlain
Place Longueuil
Promenades Saint-Bruno

Beloeil
Cellulaire +
559, boul. Laurier

Candiac
D2 Technologie Inc.
89, ch. Saint-François-Xavier

Greenfield Park
Proxi Telecom Inc.
3814, boul. Taschereau

Sainte-Julie
Alto Communication
1950, ch. du Fer-à-Cheval

Pour en savoir plus sur ces super offres, passez nous voir dans une boutique TELUS Mobilité, chez un détaillant autorisé ou chez l'un de nos marchands. Tous les détails à telusmobilite.com

FUTURE SHOP · En Gros · La Cabine Téléphonique · TelePlus · Dumoulin · Brault & Martineau · The real Canadian Superstore · Home Hardware · Zellers

Offres en vigueur jusqu'à épuisement des stocks. Offres valables jusqu'au 29 août 2004 avec nouvelles mises en service seulement. Le choix et la disponibilité des téléphones peuvent varier d'un emplacement à l'autre. Les prix des téléphones indiqués sont les prix nets après rabais obtenu à l'achat ou crédit porté au compte sur un prochain relevé mensuel de TELUS Mobilité. © 2004 SOCIETE TELE-MOBILE.

MONDE

Journée de confusion à Najaf

MARC THIBODEAU

La situation demeurait confuse hier à Najaf, les miliciens de Moqtada Al-Sadr occupant toujours en soirée la mosquée de l'imam Ali malgré l'annonce de la décision du chef rebelle de remettre les clés du lieu saint aux autorités religieuses chiites.

Un porte-parole du ministère de l'Intérieur irakien a affirmé dans un premier temps que les forces de sécurité irakiennes entourant la mosquée avec le soutien musclé de l'armée américaine avaient pris le contrôle des lieux et arrêté 400 miliciens. L'affirmation a cependant été démentie par des journalistes qui ont relevé l'absence de tout agent de l'ordre dans la mosquée.

Par la suite, un porte-parole d'Al-Sadr, Ahmed Al-Chaïbani, a indiqué que les clés de la mosquée avaient été remises aux bureaux du grand ayatollah Ali Sistani à Najaf. Il a précisé que les miliciens entendaient demeurer dans la mosquée comme « pèlerins » et qu'ils étaient disposés à quitter les lieux si les représentants d'Ali Sistani le demandaient.

Les forces de sécurité irakiennes semblaient se préparer de leur côté à la possibilité que les miliciens tentent de fuir en aménageant des postes de contrôle autour de la ville sainte, en proie à de violents combats depuis deux semaines.

Les événements d'hier ne signifient cependant pas que la ville, où des tirs sporadiques étaient entendus au cours de la journée, retrouvera pour de bon la tranquillité.

Dans une lettre transmise jeudi, Moqtada Al-Sadr avait annoncé qu'il refusait de désarmer sa milice, contredisant du coup un engagement pris en ce sens mercredi en réponse aux demandes de la conférence nationale. Hier, un de ses proches a déclaré que l'Armée du Mehdi continuerait de défendre Najaf même si les miliciens délaissent la mosquée.

Le premier ministre Iyad Allaoui, qui avait lancé jeudi un « appel final » aux miliciens pour les inciter à désarmer, a baissé le ton hier. Il a écarté la possibilité que les forces de sécurité irakiennes puissent lancer un assaut contre la mosquée. Son intervention faisait suite à une nuit meurtrière, ponctué de nombreux bombardements, au cours de laquelle près de 80 Irakiens ont été tués selon un relevé du ministère de la Santé.

Un assaut contre la mosquée serait très risqué au plan politique pour le gouvernement irakien puisqu'il risquerait d'enflammer les chiites du pays, déjà échaudés par les affrontements des dernières semaines et les dommages mineurs subis jusqu'à maintenant par la mosquée.

Des combats ont aussi eu lieu hier à Bagdad, où l'armée américaine entourait le quartier de Sadr City, autre bastion de Moqtada Al-Sadr. Le ministère de la Santé irakien a indiqué que les affrontements dans ce secteur de la capitale avaient fait 13 morts et plus de 100 blessés. L'armée a aussi mené des attaques dans la ville sunnite de Falloujah après que l'un de ses appareils eut été pris pour cible par des batteries antiaériennes. Au moins cinq Irakiens sont morts lors de cette offensive.

Des actes de sabotage ciblant les installations pétrolières du pays ont par ailleurs été relevés dans le nord et le sud du pays. L'instabilité persistante à Najaf et ailleurs en Irak a poussé à la hausse cette semaine le prix du baril de pétrole, qui s'est approché hier de la barre des 50 $ américains avant de se replier sous le record enregistré jeudi.

Le nom de Moqtada Al-Sadr a aussi été évoqué hier relativement à la crise des otages. L'un de ses porte-parole a affirmé qu'il était intervenu auprès des ravisseurs du journaliste américain Micah Garen et avait obtenu l'assurance qu'il serait prochainement libéré. Un groupe inconnu se désignant comme la Brigade des martyrs avait indiqué en milieu de semaine qu'il tuerait l'otage si les troupes américaines ne se retirait pas de Najaf d'ici 48 heures.

Un autre groupe a affirmé hier qu'il s'était emparé d'une douzaine d'employés népalais travaillant pour l'armée américaine, une information qui n'était pas confirmée par le gouvernement de Katmandou au moment de mettre sous presse.

Avec AP, AFP, BBC, Reuters et NY Times

PHOTO JIM MACMILLAN, AP

Ce soldat de l'armée américaine brandi un mannequin pour localiser les miliciens rebelles de Najaf. Hier encore, les combats se poursuivaient dans ce secteur.

Ted Kennedy : erreur sur la personne

ASSOCIATED PRESS

WASHINGTON – Un haut responsable du ministère américain de la Sécurité intérieure a présenté des excuses au sénateur Edward Kennedy qui a été stoppé à plusieurs reprises dans les aéroports américains parce qu'un nom similaire au sien figurait sur une liste de personnes soupçonnées d'activités terroristes.

« Si on a ce genre de difficulté avec un membre du Congrès des États-Unis, comment diable voulez-vous que l'Américain moyen, qui se retrouve dans le même genre de difficulté, pense qu'il va être traité et qu'il ne verra pas ses droits bafoués ? » a demandé le frère de John Fitzgerald Kennedy au sous-secrétaire à la Sécurité intérieure, Asa Hutchinson.

Personnage public, le sénateur démocrate du Massachusetts a expliqué qu'il avait été confondu avec un autre à plusieurs reprises alors qu'il essayait de prendre l'avion entre Washington et Boston. Ted Kennedy a précisé qu'il avait été arrêté cinq fois alors qu'il tentait de prendre un volnavette de la compagne US Airways, soit parce qu'un nom semblable au sien figurait sur une liste ou que son nom était souligné pour subir des fouilles supplémentaires.

Hutchinson, qui a présenté des excuses pour « tout désagrément » qu'a pu subir le sénateur, a été entendu jeudi par la Commission judiciaire du Sénat sur la nécessité de voir ces listes de suspects confiées au gouvernement fédéral et non plus aux compagnies aériennes, comme c'est le cas actuellement.

Kennedy a précisé qu'il avait été stoppé trois fois aux aéroports de Washington et de Boston en mars dernier. Des employés de la compagnie aérienne l'ont informé du fait qu'ils ne pouvaient pas lui vendre de billet parce que son nom figurait sur une liste.

Quand Ted Kennedy en a demandé la raison, les employés lui ont répondu : « Nous n'avons pas le droit de vous le dire ».

À chaque fois, un responsable a reconnu le sénateur et lui a permis de prendre son vol. Mais après le troisième incident, le bureau de Ted Kennedy a appelé l'Agence pour la sécurité des transports (TSA) pour clarifier la situation.

Mais malgré cette démarche, Ted Kennedy a été stoppé deux autres fois au comptoir de la compagnie aérienne.

L'organisation américaines de défense des libertés civiques (ACLU) a porté plainte à Seattle et à San Francisco sur cette question, exigeant que le gouvernement explique comment le citoyen ordinaire pouvait voir son nom retiré de ces listes.

ISRAËL

La Cour suprême demande des explications sur la barrière de Cisjordanie

AGENCE FRANCE-PRESSE

JÉRUSALEM – La justice israélienne a pressé hier le gouvernement d'Ariel Sharon de tenir compte de la condamnation du tracé de la barrière de sécurité construite en Cisjordanie par la Cour Internationale de justice (CIJ) afin d'éviter d'éventuelles sanctions.

Le plus haut tribunal du pays a demandé au gouvernement de s'expliquer dans les 30 jours sur le tracé de la barrière en question.

La CIJ a, dans un avis consultatif émis le 9 juillet, déclaré illégale l'édification du « mur », et a appelé Israël à détruire les parties de la barrière se trouvant en territoire palestinien et à dédommager financièrement les Palestiniens pour les dégâts subis.

L'assemblée générale des Nations unies a ensuite adopté le 20 juillet une résolution exigeant qu'Israël respecte l'avis de la CIJ.

Le gouvernement israélien avait tout de suite réagi en proclamant qu'il ne tiendrait pas compte de la condamnation de la CIJ en l'accusant d'avoir « totalement ignoré le fait que le terrorisme palestinien était à l'origine de la construction de cette clôture de sécurité ».

Israël soutient que la barrière de quelque 700 km de long en cours de construction vise à empêcher l'infiltration de kamikazes palestiniens sur son territoire.

Les Palestiniens qualifient cet ouvrage de « mur de l'apartheid » et dénoncent l'annexion de facto de larges portions de la Cisjordanie.

Le procureur général Menahem Mazuz a également mis en garde le gouvernement dans un rapport contre les risques de sanctions. « L'avis de la CIJ est susceptible d'avoir des conséquences graves et dures pour Israël », a prévenu M. Mazuz.

« Cet avis crée un environnement juridique international qui pourrait servir de prétexte à des mesures pouvant aller jusqu'à des sanctions contre Israël dans différents forums », a ajouté le procureur général.

Un deuxième rapport rédigé par des collaborateurs de M. Mazuz recommande au gouvernement de « déployer de gros efforts pour modifier le tracé de la clôture » en tenant compte des principes édictés par la Cour suprême.

Le 30 juin, la Cour suprême d'Israël avait ordonné de modifier le tracé de la barrière sur une trentaine de kilomètres au nord de Jérusalem afin de préserver les droits de Palestiniens lésés.

« Les critères sécuritaires pris en considération sont disproportionnées par rapport aux nécessités humanitaires (des Palestiniens) », avait statué la Cour suprême.

Une vingtaine d'appels présentés par des Palestiniens de différentes localités sont actuellement en cours d'examen devant la plus haute instance judiciaire israélienne.

Le ministre de la Justice Yossef Lapid avait évoqué au début de l'année la possibilité qu'Israël subisse un boycottage de la communauté internationale, du même type que celui imposé à l'Afrique du Sud du temps de l'apartheid.

LINEN CHEST
La beauté intérieure
Enfin, la liberté de choisir !
À l'achat d'un matelas chez Linen Chest, vous ne recevez pas de cadeau dont vous ne voulez pas de toute façon. Vous recevez plutôt un RABAIS INSTANTANÉ d'une valeur pouvant atteindre 800$*.
Vous aurez ainsi le loisir de choisir ce qui vous plaît dans un de nos magasins.
Sealy SIMMONS
Jusqu'à 800$* en rabais instantané
En plus
NOUS PAYONS LES TAXES SUR TOUS LES MATELAS ET SOMMIERS**
Base de lit gratuite
Livraison gratuite
Installation gratuite
Nous reprenons votre vieux matelas, sans aucuns frais.
GARANTIE DE 30 JOURS
TOUT POUR LA MAISON AUX PRIX GARANTIS LES PLUS BAS
Centre Rockland (Montréal) • Promenades de La Cathédrale (centre-ville) • Galeries Laval (Laval) • Place Portobello (Brossard)
SERVICE À DOMICILE GRATUIT 514.341.7810
www.linenchest.com
* La valeur du rabais instantané peut varier entre 100 $ et 800 $ selon la valeur à l'achat d'un matelas ou d'un ensemble de matelas et sommier de marque Simmons Beautyrest ou Sealy Posturepedic. Le rabais instantané ne peut être appliqué au registre de mariage. ** Linen Chest paiera l'équivalent de la TPS et de la TVQ, excluant les produits Tempur. Cette offre est en vigueur jusqu'au 31 août 2004 et elle ne peut être combinée à aucune autre offre. Ne s'applique pas aux produits vendus ou achetés antérieurement.
3229061A
3229062

LE TOUR DU GLOBE

NÉPAL

Attaques à Katmandou

Les rebelles maoïstes ont fait exploser des bombes hier dans un bâtiment public du centre de Katmandou, la capitale népalaise, qu'ils soumettent depuis trois jours à un blocus, blessant un policier dans la fusillade qui a suivi. Une autre bombe a explosé dans un poste de police, vide au moment de l'attentat et situé à la périphérie de la ville. Il s'agit des premiers incidents violents d'importance depuis le déclenchement mercredi, par la guérilla maoïste, de l'opération en vue d'isoler cette cité d'un million et demi d'âmes. Les rebelles, qui cherchent depuis 1996 à renverser la monarchie constitutionnelle, ont dit vouloir poursuivre le blocus jusqu'à ce que leurs revendications, parmi lesquelles figure la libération des militants emprisonnés, soient satisfaites.
Agence France-Presse

SOUDAN

Khartoum parle d'ouverture

Le Soudan abordera la reprise des négociations lundi à Abuja avec les rebelles du Darfour dans un « esprit ouvert », avec comme modèle les accords signés avec les insurgés sudistes de John Garang. « Notre souci reste de trouver une solution politique rapide à toutes les questions en suspens », afin de résoudre la crise qui secoue cette région aussi vaste que la France, déchirée depuis février 2003 par une guerre civile, a indiqué hier une source gouvernementale qui a requis l'anonymat. Le conflit a fait entre 30 000 et 50 000 morts depuis 18 mois, selon l'ONU. Le dirigeant libyen Mouammar Kadhafi a été invité à Abuja par le président nigérian Olusegun Obasanjo, président en exercice de l'Union africaine, parrain des négociations. Les deux hommes tentent de trouver une « solution africaine » au conflit, au risque de le voir s'internationaliser.
Agence France-Presse

ÉTATS-UNIS

Kerry porte plainte

Le candidat démocrate à la Maison Blanche, John Kerry, a porté plainte devant la Commission fédérale chargée de veiller à la régularité du processus électoral, accusant un groupe dénigrant son passé au Vietnam de liens « illégaux » avec l'état-major de campagne du républicain George W. Bush. « Swift Boat Veterans for Truth » diffuse depuis plusieurs jours une publicité mettant en doute le courage de John Kerry pendant la guerre au Vietnam. Une nouvelle pub de ce groupe, visible hier sur un site Internet, dénonce des propos tenus par John Kerry en 1971 où il condamnait des exactions américaines.
Agence France-Presse

CONGO

Réfugiés déplacés

Quelque 20 000 Congolais réfugiés au Burundi dans des camps proches de la frontière avec la République démocratique du Congo (RDC) vont être transférés plus à l'intérieur du Burundi, a annoncé le Haut Commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR) hier à Bujumbura. Cette annonce intervient après le massacre, le 13 août, de quelque 160 réfugiés congolais à Gatumba, localité située dans l'ouest du Burundi et à seulement 4 km de la RDC. Selon les normes du HCR, les camps de réfugiés doivent se trouver à 50 km au moins du pays d'origine. La tuerie de Gatumba, qui visait des réfugiés congolais tutsis, a été revendiquée par le dernier mouvement rebelle burundais, les Forces nationales de libération. Mais plusieurs sources l'imputent aussi à des guerriers congolais et à des extrémistes hutus rwandais, venus de RDC.
Agence France-Presse

ÉTATS-UNIS

Le Hamas ciblé

Deux membres présumés du Hamas ont été arrêtés aux États-Unis et un troisième homme, considéré comme le chef adjoint du bureau politique du mouvement islamiste, est recherché par la justice américaine pour avoir financé des activités terroristes au Proche-Orient. Les deux hommes ont été arrêtés jeudi soir à Chicago et près de Washington. L'acte d'accusation demande la confiscation de quelque 2,7 millions de dollars sur les comptes bancaires des accusés. Le Hamas est désigné comme une organisation terroriste par le département d'État américain depuis 1997.
Agence France-Presse

À LA PRISON D'ABOU GHRAIB

Des médecins américains ont aidé les tortionnaires

AGENCE FRANCE-PRESSE

LONDRES — Les médecins de l'armée américaine qui étaient présents à la prison d'Abou Ghraib, près de Bagdad, quand des prisonniers y ont été torturés ont aidé ou couvert les tortionnaires, selon le respecté hebdomadaire médical *The Lancet*.

Citant des documents gouvernementaux contenant notamment des témoignages sous serment de prisonniers et de soldats, l'hebdomadaire évoque les innombrables formes de participation des médecins aux mauvais traitements.

« Des membres du personnel médical examinaient les patients avant les interrogatoires, étaient présents pendant ceux-ci, et ont permis aux interrogateurs d'utiliser les informations médicales sur les prisonniers pour mettre au point des techniques d'interrogatoire », écrit la revue dans sa livraison d'aujourd'hui.

Ils ont également « falsifié les dossiers médicaux et les certificats de décès (pour dissimuler les tortures), et ne fournissaient pas aux blessés les soins nécessaires », ajoute-t-elle.

L'une des accusations les plus graves est que le personnel médical a collaboré avec les militaires « pour mettre au point et appliquer des méthodes d'interrogatoire » comportant des tortures physiques ou psychologiques.

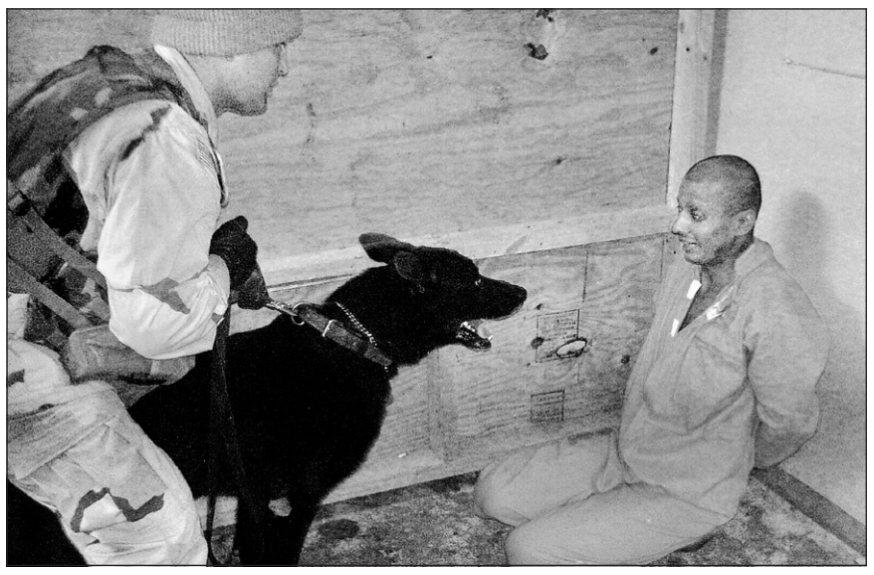


PHOTO WASHINGTON POST

***The Lancet* affirme que le personnel médical de la prison d'Abou Ghraib a collaboré avec les militaires « pour mettre au point et appliquer des méthodes d'interrogatoire » comportant des tortures physiques ou psychologiques.**

Parmi les exemples précis qui sont cités figurent le cas d'un prisonnier évanoui après avoir été battu, et qu'un membre du personnel médical a ranimé pour que l'interrogatoire puisse reprendre, et celui d'un médecin qui a laissé un militaire sans formation médicale recoudre les lacérations sur un prisonnier causées par les coups.

De nombreux certificats de décès ont été falsifiés, et la revue cite le cas d'un membre du personnel médical mettant un goutte-à-goutte à un cadavre pour faire croire que le prisonnier était arrivé vivant à l'hôpital.

Un chirurgien a également certifié que le général irakien Mowhoush était mort de causes naturelles, après que les tortionnaires lui eurent mis la tête dans un sac de couchage et se furent assis sur sa poitrine. Six mois plus tard, le certificat de décès officiel publié par le Pentagone parlait « d'homicide par asphyxie ».

Le Pentagone a indiqué hier ne pas disposer de preuve sur la participation de médecins américains aux abus survenus à Abou Ghraib. Un porte-parole a indiqué que les accusations du *Lancet* étaient « graves » et que l'article dépeignait « un tableau inexact des tâches fournies par le personnel médical et de leurs obligations ».

« Le département de la Défense juge très offensantes ces allégations (...) Bien que l'enquête ne soit pas terminée, nous n'avons aucune preuve sur le fait que le personnel médical ait collaboré à des comportements d'abus de la part de gardes ou de personnes chargées des interrogatoires, ou ait couvert de tels comportements », a déclaré le colonel Ellen Krenke.

Le département de la Défense a indiqué qu'il promettait « une enquête complète et juste » sur cette affaire.

La nouvelle **Focus 2005**
L'une des 10 meilleures voitures selon *Car and Driver* de 2000 à 2004

Ford — Les Francofolies de Montréal

LA FOCUS ZX5 SES 2005
Moteur Duratec 20 de 2 L à DACT développant 136 chevaux
Jantes de 16 po à 5 rayons, en alliage
Commandes audio auxiliaires sur colonne de direction
Radio AM/FM stéréo avec lecteur laser
Climatisation à commande manuelle

+ L'ensemble édition hiver plus, unique sur le marché
Antipatinage à toutes les vitesses
Freins antiblocage aux 4 roues
Rétroviseurs chauffants à réglage électrique
Sièges avant chauffants

PARFAITE MAÎTRISE DES VIRAGES
IMMENSE
PLAISIR DE CONDUIRE

249 $* /mois
pour une location de 48 mois

Mise de fonds
ZX5 SES : 2 395 $
ZXW SE : 1 995 $

LA FOCUS ZXW SE 2005
Moteur Duratec 20 de 2 L à DACT développant 136 chevaux
Radio AM/FM stéréo avec lecteur laser
Climatisation à commande manuelle
Entrée sans clé à télécommande
Essuie-glace/lave-glace arrière
Glaces en verre solaire teinté
Verrouillage des portes à commande électrique
Siège conducteur réglable en hauteur

3244939A

Ford Motor Company, 100 ANS AU CANADA
ford.ca

Ford — Bien pensé

3240611

Les Francofolies de Montréal — 1000 de nos amis diplômés

Photos à titre indicatif seulement. *Dépôt de sécurité (Focus ZX5 et ZXW : 300 $), mise de fonds (ZX5 SES : 2 395 $, ZXW SE : 1 995 $) et première mensualité exigés à la livraison. Des frais de 0,08 $ du kilomètre après 80 000 kilomètres et d'autres conditions s'appliquent. Ces offres s'appliquent à des particuliers sur approbation de crédit de Crédit Ford. Immatriculation, assurances, taxes et frais d'inscription au Registre des droits personnels et réels mobiliers en sus. Les mensualités annoncées incluent une remise taxable du constructeur de 1 000 $. Les taxes sont calculées sur le plein prix de location avant la déduction de la remise. Frais de transport inclus. Ces offres ne peuvent être jumelées à aucune autre offre en vigueur, à l'exception de la remise aux diplômés pour laquelle certaines conditions s'appliquent. Ces offres d'une durée limitée s'appliquent uniquement aux véhicules neufs en stock et peuvent être annulées en tout temps sans préavis. Votre conseiller Ford peut louer ou vendre moins cher. Voyez votre conseiller Ford pour obtenir tous les détails.

FORUM

L'important, c'est participer?

ALAIN DUBUC
COLLABORATION SPÉCIALE

« On ne fera pas comme l'Australie qui a mis beaucoup d'emphase sur la victoire. Car les Canadiens ne font pas une obsession de la médaille, ils n'en font pas un plat. »

Voilà ce qu'affirmait à Athènes le nouveau ministre d'État au Sport, M. Stephen Owen, à la toute veille des Jeux. Sur un point, la déclaration du ministre était douloureusement prémonitoire. Hier, le Canada n'avait encore récolté que deux médailles, ce qui le plaçait au 31e rang du classement général, avec l'Indonésie et le Zimbabwe.

Mais ce n'est pas vrai que les Canadiens n'en font pas un plat. Je ne sais pas sur quelle planète vit le ministre. Dans la rue, au travail, dans les journaux, à la télé, la disette du Canada à Athènes déçoit les gens et les trouble.

Le message de boy scout du ministre, celui du « l'important, c'est de participer », c'est un message de « loosers », tout à fait étonnant quand on sait à quel point les leaders politiques canadiens se sont gargarisés de leurs succès à d'autres jeux, les olympiques statistiques des Nations unies où le Canada s'est si souvent classé numéro un.

Ce populisme égalitaire est factice. Les Jeux olympiques sont une affaire d'effort, de dépassement,de combat et de victoire. Si les athlètes se préparent pendant des années, c'est pour le podium. Si nous suivons ces jeux avec passion, c'est pour la beauté du sport, mais aussi pour voir les athlètes gagner. Bien sûr, la victoire ne se mesure pas toujours en termes de médailles. Mais l'absence de médailles est certainement une mesure de l'échec.

À quoi rêve le ministre ? Le sport de haut niveau se nourrit de victoires, qu'on pense au hockey ou au baseball. Quant à l'olympisme, depuis ses origines dans l'Antiquité, c'est un affrontement guerrier ritualisé. Dans sa version moderne, s'il prône le rapprochement, il repose essentiellement sur l'affrontement entre pays et sur la fierté nationale. On vit les Jeux à travers un prisme national : chaque pays s'intéresse d'abord et avant tout à ses athlètes et célèbre les victoires de ses athlètes.

Pour l'instant, on peut parler d'échec canadien. Les causes sont multiples. Mais il est clair que le sous-financement du sport de haut niveau est un facteur déterminant.

Cela n'a rien de malsain. Nous avons besoin de succès, dans le sport comme ailleurs, pour nous définir, pour nous stimuler, pour fournir des modèles, et pour projeter du pays une image qui nous fait honneur. Et voilà pourquoi ce que nous vivons depuis une semaine, ces échecs et ces demi-succès, avec leur cortège de pleurs, d'explications laborieuses et de chicanes, ne peut avoir qu'un effet débilitant.

Ce besoin de succès est encore plus grand pour les peuples insécures. C'est doublement vrai du Canada, puisque ce sont deux nations, toutes deux à la recherche d'elles-mêmes, qui le représentent aux Jeux. Car si les athlètes québécois et canadiens se battent sous le même drapeau, d'une certaine façon, ce sont deux équipes olympiques qui nous représentent à Athènes. Les Québécois ont leurs athlètes et les Canadiens anglais ont les leurs. Il suffit de voir la différence de couverture des médias francophones et anglophones. Ou de voir l'indignation suscitée en certains milieux anglophones par le choix de Nicolas Gill comme porte-drapeau aux cérémonies d'ouverture, parce qu'il a voté « Oui » en 1995.

Pour l'instant, on peut donc parler d'échec canadien. Les causes sont multiples. Mais il est clair que le sous-financement du sport de haut niveau est un facteur déterminant. Pourquoi ? En grande partie parce que nos gouvernements, dans un élan de populisme mal placé, n'osent pas encourager les sports d'élite.

Le ministre québécois du Sport et Loisir, Jean-Marc Fournier, l'a bien illustré au début des Jeux en disant qu'il fallait d'abord favoriser le sport de masse, pour assurer un jour la relève. Le ministre fédéral Owen oppose quant à lui le sport d'élite à la santé publique : « si en bout de ligne, nous n'avions aucune médaille mais que la santé du public canadien avait augmenté ce serait une bonne chose. »

Dans les deux cas, c'est le faux débat de l'oeuf et de la poule. Il est vrai que le sport devient un outil essentiel dans la lutte contre le nouveau mal du siècle, l'obésité. Mais il ne sera sans doute pas possible d'insuffler le goût de l'exercice physique, ou de susciter des vocations sportives en travaillant seulement à la base. Les succès olympiques, et les modèles qu'ils proposent, sont essentiels pour motiver les jeunes, éveiller les passions et leur donner le goût de réussir.

Pour un État, investir dans le sport de haut niveau, ce n'est pas une dépense somptuaire. Car c'est le rôle des États de travailler au renforcement des identités. Et pour cela, il faut des modèles, des succès et des victoires, économiques, sociales, culturelles. Mais aussi sportives.

adubuc@lapresse.ca

Un référendum sur la souveraineté demeure essentiel

Seul un référendum portant directement sur la souveraineté donnera la légitimité nécessaire pour la réaliser

PAULINE MAROIS
Ancienne ministre des Finances sous Bernard Landry, l'auteure est députée du Parti québécois de la circonscription de Taillon.

La dernière intervention publique de monsieur Jacques Parizeau a suscité un vif débat et passablement de confusion. Plusieurs critiques ont aussitôt assimilé sa proposition à celle d'une élection référendaire, c'est-à-dire que l'élection du Parti québécois l'autoriserait à déclencher un processus irréversible vers la souveraineté. Le journal *La Presse* titrait : « Pas besoin d'un nouveau référendum ».

Pourtant, si l'on veut bien se donner la peine de relire son texte, il est clair que M. Parizeau propose au Parti québécois de demander à la population un mandat clair de préparer la souveraineté : « Si le gouvernement fédéral s'est préparé à un troisième référendum, il s'en faut de beaucoup que le gouvernement du Québec ait, dans les années qui ont suivi 1995, agi avec autant de lucidité... Il ne faut pas s'étonner que la conclusion de beaucoup de souverainistes c'est que dans les conditions actuelles, la partie n'est pas jouable. »

Voilà, à mon avis, le coeur de l'argumentation. Et elle ne conduit pas l'auteur à appuyer l'hypothèse d'une élection référendaire. Au contraire, il en démontre les limites et les incohérences. En fait, il propose un référendum sur un projet de constitution. Pour moi, un prochain référendum doit porter sur la souveraineté, alors que le projet de constitution est un outil pour démontrer la nécessité de celle-ci.

Le printemps dernier, j'invitais les souverainistes et les progressistes à rallier le Bloc québécois. Comme M. Parizeau, je crois que la victoire du Bloc québécois et les débats sur le renouvellement du programme du Parti québécois nous incitent à préciser le plan de match souverainiste.

Comme je le disais en mai dernier, il faut que le Parti québécois soit élu si nous voulons tenir un référendum sur la souveraineté. Le PQ regagnera la confiance des Québécois et des Québécoises seulement s'il offre une véritable alternative au gouvernement Charest. Pour moi, cela signifie que le Parti québécois doit renouveler sa vision de la social-démocratie. C'est incontournable : un gouvernement souverainiste doit assumer pleinement les responsabilités de l'État québécois. Nous solliciterons la population avec un programme de gouvernement et un plan d'action clair pour bâtir un pays. Mais, et cela est fondamental, le gouvernement d'un parti souverainiste a nécessairement un mandat pour préparer la souveraineté.

La prochaine élection ne sera pas une élection référendaire, mais si l'on veut vraiment tenir un référendum dans le cours du prochain mandat, le Parti québécois doit inclure dans son programme électoral l'engagement de préparer la souveraineté. Il n'y a pas de déficit démocratique à faire ce que l'on a promis de faire. Et c'est pourquoi nous devons y travailler dès maintenant.

Je propose donc qu'au lendemain de sa victoire, le gouvernement du Parti québécois entreprenne rapidement :

> les travaux d'élaboration d'une Constitution provisoire et la création d'une assemblée constituante dans ce but ;

> la création d'un ministère de l'Accession à la souveraineté sous la responsabilité directe du premier ministre. Ce ministère mettrait en place les mesures appropriées pour faciliter la transition et veillerait à ce que chacun des ministères se dote d'un plan d'action qui répondrait à tous les besoins du Québec sans se restreindre au cadre fédéral actuel ;

> la mise en place de plans de transition dans chacun de ses ministères afin d'être prêt à répondre à tous les besoins du Québec si les citoyennes et citoyens choisissent d'en faire un pays libre et souverain ;

> et, bien entendu, faire la promotion de ce projet de pays en vue du référendum qui porterait spécifiquement sur la souveraineté. Bien sûr, ce gouvernement souverainiste utiliserait des fonds publics pour promouvoir la souveraineté, mettre en place une assemblée constituante et préparer rigoureusement la transition.

Pour moi, seul un référendum portant directement sur la souveraineté donnera la légitimité nécessaire pour la réaliser. Il n'y a pas de raccourci et il n'y a pas de solution magique. Il n'y a que du travail à faire. Mettons sur la table un projet de constitution et un plan de transition pour que les citoyens voient où l'on pourrait aller comme nation. Et demandons aux citoyennes et citoyens s'ils veulent faire du Québec un pays souverain. Quand nous aurons gagné le référendum, nous pourrons adopter une constitution provisoire et réaliser le plan de transition vers la souveraineté.

Monsieur Parizeau soulignait également que le référendum de 1995 avait été témoin de plusieurs irrégularités. Nous devons nous assurer que, lors du prochain référendum, le processus ne soit pas une nouvelle fois entaché d'irrégularité. Est-ce que ce sera par le biais d'une carte d'électeurs ? Par la présence d'observateurs internationaux ? Nous devons nous pencher sur cette question.

Je suis convaincue que nous sommes capables de faire cela tout en gouvernant le Québec bien mieux que ne le fait le Parti libéral de Jean Charest. Et que nous sommes capables de le faire sans perdre de temps. Il faut se mettre au travail maintenant. Les militants et militantes du Parti québécois doivent s'approprier ces questions et y répondre clairement.

PHOTO ARCHIVES, LA PRESSE©

Pauline Marois

La prochaine élection ne sera pas référendaire, mais si l'on veut vraiment tenir un référendum au cours du prochain mandat, le PQ doit inclure dans son programme électoral l'engagement de préparer la souveraineté.

LA BOÎTE AUX LETTRES

> Pour nous écrire: forum@lapresse.ca

Hautes qualités morales

Mme Lyse Lemieux,
Votre décision de quitter votre poste de juge en chef de la Cour supérieure, madame, ne fait que démontrer votre intégrité et justifie votre nomination. Il est vrai qu'il n'était pas nécessaire de démissionner. Cependant, votre geste démontre vos hautes qualités morales et explique le respect qui vous était témoigné. Par cette décision, vous avez mis la justice au-dessus de vos intérêts personnels et témoigné une fois de plus de votre intégrité.

Ghislaine Saillant
Montréal

Quelle conscience sociale !

Selon le bâtonnier du Québec, madame la juge, en démissionnant, a démontré « une illustration de son haut niveau de conscience sociale ». Quel beau discours édifiant. Allons en coeur féliciter cette grande conscience sociale. Quelle illustration de conscience sociale a-t-elle démontrée en conduisant en état d'ébriété ? Elle aurait tout simplement heurté une pièce d'équipement urbain, mais que dire s'il c'était agi d'une « personne urbaine » en chair et en os ? Quelle conscience sociale a-t-elle démontrée en 2001 en accumulant assez de points de démérite pour la rendre inapte à conduire pour 3 mois ? Quelle conscience sociale !

André LeBlanc
Beloeil

Pelletage de nuages

J'ai lu attentivement le texte du politicologue Christian Dufour dans *La Presse* d'hier. La teneur de son texte ne laisse aucune équivoque sur l'opinion qu'il entretient du peuple québécois : nous sommes une « *gang* » de débiles qui, en dépit de toutes les astuces développées depuis 1970, tournons le dos à la félicité que nous promet l'indépendance du Québec. Cher monsieur Dufour, sachez que c'est l'esprit critique, le réalisme et la capacité de nuancer qui ont caractérisé, ces dernières décennies, l'attitude des Québécois dans l'isoloir. Voilà un comportement certainement plus sain que l'adhésion à votre dogmatisme aveugle, érigé sur des slogans à connotation émotive, essentiellement destinés à occulter le réalisme et la raison.

Paul Dansereau
Montréal

Un débat essentiel

Pour ceux qui croient encore possible la souveraineté du Québec, le message de Parizeau est à scruter attentivement. D'autant plus que l'étapisme à la manière Bouchard-Landry a figé l'espoir et l'a soumise aux fluctuations du « marché ». Je crois, personnellement, qu'il se fait bien tard et que ce soleil qui avait réchauffé notre jeunesse est à disparaître à l'horizon. Je demande aux dirigeants politiques du Parti québécois de faciliter un large débat au sein des membres de cette formation sur une éventuelle élection référendaire, sans bousculer qui que ce soit, sans non plus lancer d'anathèmes à quelque position qui se manifestera.

Jacques Léger
Morin-Heights

André Desmarais > Président du conseil d'administration
Guy Crevier > Président et éditeur
Philippe Cantin > Vice-président à l'information et éditeur adjoint
Éric Trottier > Directeur de l'information **André Pratte** > Éditorialiste en chef

ÉDITORIAUX

Choisir entre le pain et les jeux...

Nous publions aujourd'hui le premier de deux éditoriaux sur les Jeux olympiques. Le second sera publié, demain.

mroy@lapresse.ca
MARIO ROY

Amasser des médailles aux Jeux olympiques est-il important pour une nation ? Cela compte-t-il aux yeux des citoyens ? L'exemple donné par les héros du stade induit-il un niveau d'activité physique plus grand — et donc une meilleure santé physique et psychologique — dans l'ensemble de la population, ce qui devrait être le principal objectif social du sport-spectacle, surtout s'il est subventionné ?

Bref, si un ministre des Finances a à choisir entre le pain et les jeux, ou entre les soins et les jeux, pour quelle raison relative au bien public devrait-il opter pour les jeux ?

À mi-chemin des Jeux de la 28e olympiade, l'affaire prend une singulière importance.

En raison, d'abord, de la relative déconfiture des athlètes canadiens à Athènes : à ce jour, le Canada n'a en effet récolté que deux médailles. En raison, ensuite, des appels pressants lancés en direction du trésor public. Notamment par Dick Pound, ex-président du Comité olympique canadien maintenant à la tête de la police antidopage, selon qui il faudrait faire passer de 16 à... 50 millions $, annuellement, l'aide directe aux athlètes.

Or, les Jeux valent-ils une aussi coûteuse chandelle ?

////////////////////////

Historiquement, deux leviers principaux ont été utilisés de façon efficace par l'un ou l'autre pays dans la course aux médailles.

Le premier est, tout simplement, la prospérité.

Le cas le plus patent est celui des États-Unis, qui sont depuis plus d'un demi-siècle la première puissance économique mondiale. Entre 1896 et 1996, ils ont de loin récolté le plus grand nombre de médailles aux Jeux d'été : 1965, presque le double de leur plus proche concurrent. Parmi les 20 pays les plus récompensés, une demi-douzaine (dont le Canada : 16e rang, 209 médailles) sont de petites nations quant à la population, mais très prospères.

Le second levier est la volonté brute d'un État autoritaire ou totalitaire, pour lequel les succès olympiques constituent un important enjeu politique.

L'ex-URSS entre évidemment dans cette catégorie et se trouve deuxième au classement du siècle avec 1009 médailles. Mais, encore une fois, de petites nations se sont aussi distinguées, surmontant même parfois leur relative pauvreté. Le cas le plus patent est celui de l'Allemagne de l'Est (8e rang, 410 médailles), dont les nageuses en forme d'armoires à glace sont demeurées légendaires, et qui consacrait annuellement l'équivalent de 500 millions $ à ses athlètes olympiques.

De toute évidence, la Chine connaît aujourd'hui les succès que l'on constate en recourant à l'un et l'autre levier : un gouvernement autoritaire et une économie croissant de façon exponentielle.

Cependant, rien ne permet de croire que les succès aux Jeux des athlètes américains, soviétiques, est-allemands ou chinois aient eu jadis, ou aient aujourd'hui, la moindre influence sur l'état de santé général, ni même le niveau de pratique des sports, de leurs concitoyens.

Dans le cas des États-Unis (qui occupent encore une fois le sommet, à Athènes, au palmarès des médailles), la démonstration est convaincante. Le taux d'obésité y a doublé depuis 1980 chez les adultes, et triplé chez les adolescents. Au surplus, 40 % des adultes ne pratiquent *aucune* activité physique, mais passent plus de deux heures par jour devant la télé.

Pour y admirer, entre autres, les prouesses des athlètes olympiques...

DEMAIN : Le cours de l'or

LES GRANDS PORTRAITS — PAULINE MAROIS

serge.chapleau@lapresse.ca

DROITS RÉSERVÉS

Opération charme

mboisver@lapresse.ca
MICHÈLE BOISVERT

La présentation des résultats financiers non vérifiés de Nortel pour l'année en cours était attendue avec grande impatience, non seulement dans les milieux financiers, mais aussi dans la population en général. Étonnant comme malgré les nombreux déboires qu'a connus l'entreprise et la descente aux enfers de ses actionnaires, le géant canadien des télécommunications exerce toujours un pouvoir d'attraction incroyable. Personne n'est indifférent au sort de cette entreprise, vedette déchue de son secteur.

La pression qui pesait sur les épaules de William Owens, le nouveau président et chef de la direction de Nortel, était énorme lorsqu'il s'est adressé, jeudi matin, aux nombreux analystes et journalistes qui participaient à l'appel conférence convoqué par l'entreprise. C'était en effet la première fois que la direction sortait de son mutisme depuis la bombe larguée en avril dernier, alors qu'on annonçait le congédiement de Frank Dunn, celui qui assumait les fonctions de président et chef de la direction de Nortel, et la réduction de moitié des profits annoncés pour 2003. La mission de M. Owens, cet ancien amiral de l'armée américaine, était on ne peut plus claire : démontrer qu'il avait la situation bien en main et que le pire pour Nortel était maintenant derrière.

Sur un ton calme et assuré, William Owens a énuméré toutes les mesures mises de l'avant pour redorer l'image de son entreprise et redonner confiance aux investisseurs, notamment la création d'un poste de vice-président à l'éthique qui s'assurera que Nortel respecte à la lettre les règles de gouvernance. De nouveaux congédiements, liés aux manipulations comptables, ont également été annoncés et M. Owens a réitéré à plusieurs reprises que tout le processus de révision des états financiers serait terminé à la fin septembre.

Avec le même aplomb, le chef de la direction de Nortel a ensuite dévoilé les grandes lignes d'un plan stratégique qui, selon ses dires, permettra à l'entreprise de renouer avec la rentabilité. Ce plan passe une fois de plus par une réduction importante des effectifs : l'entreprise éliminera 3500 emplois de plus. Malgré la volonté évidente de dégager une impression de confiance en l'avenir, Nortel n'est cependant pas au bout de ses peines. En effet, la société est toujours empêtrée dans de nombreuses enquêtes et poursuites judiciaires, ce qui consomme beaucoup de temps, d'argent et d'énergie, alors que l'entreprise canadienne doit maintenant affronter la concurrence de nouveaux arrivants dans le secteur, notamment des fabricants chinois qui font pression sur ses marges bénéficiaires.

////////////////////////

À voir la réaction du marché, William Owens a réussi sa rentrée. En dépit de la tourmente des dernières années, certains investisseurs sont prêts à donner une nouvelle chance au coureur. Il ne faudrait pas cependant qu'ils se laissent trop rapidement reprendre par l'engouement qu'exerce toujours cette entreprise. Il serait plus prudent d'attendre et de voir si les dirigeants de Nortel seront, cette fois, à la hauteur des espoirs qu'ils viennent de susciter.

La cage à homard

LYSIANE GAGNON
lgagnon@lapresse.ca

Flash-back. Nous sommes en 1974, dans un amphithéâtre de Québec, et les péquistes sont en congrès.

Le débat qui fait rage, poussant des masses de délégués aux micros des « pour » et des « contre », concerne un projet d'amendement au programme — un projet soutenu par René Lévesque, le chef, et par Claude Morin, le stratège en chef : désormais, dit l'amendement, l'accession à la souveraineté ne pourra se faire qu'après l'obtention d'une majorité de Oui à un référendum.

Contrairement à ce que stipulait jusqu'ici le programme, une simple victoire électorale ne suffira plus. Aux prochaines élections, le PQ ne promettra qu'un « bon gouvernement ».

Les esprits sont échauffés, et toutes les vedettes du PQ se présentent au micro. Toutes, sauf Jacques Parizeau.

////////////////////////

Il se trouve en fait que M. Parizeau est assis juste à côté de moi, dans la section réservée aux médias. Curieusement, c'est en tant que journaliste qu'il s'est inscrit au congrès (il était alors le patron du *Jour*, un journal fondé par le parti pour faire échec au *Devoir* fédéraliste de Claude Ryan).

Durant le débat, « Monsieur » se tient coi mais son teint se colore. Il se cale dans sa chaise, et dans le sourire désinvolte qu'il s'efforce d'afficher, on lit un peu de résignation et un peu de mépris.

Loin de démontrer un regain de vitalité de l'option souverainiste, la dernière sortie de M. Parizeau représente plutôt un pathétique constat d'échec.

On a vite compris pourquoi M. Parizeau avait renoncé, en s'inscrivant comme journaliste, à son droit de parole au congrès, même si ce n'était un secret pour personne qu'il était farouchement opposé à l'amendement Lévesque-Morin.

Ce macaron de journaliste, si incongru sur sa veste, était le prétexte qui allait lui permettre de s'abstenir de prendre position officiellement. Car il y a deux choses que cet audacieux Don Quichotte craignait comme la peste : la colère de René Lévesque, qui pouvait s'abattre impitoyablement sur les dissidents, de même que l'idée de perdre un vote. Les jeux étaient faits, il le savait. Morin avait gagné. Pourquoi, dès lors, aller s'exposer aux côtés des perdants ?

Au PQ, l'histoire se répète avec une désespérante continuité.

Voici aujourd'hui « Monsieur » qui revient à la charge avec cette idée d'élection référendaire... et voici Claude Morin qui sort de l'ombre pour le contredire ! Nos deux protagonistes sont aussi fringants et brillants qu'il y a 30 ans, mais la pièce a déjà été jouée, et la salle est aussi peu remplie que les arènes aux Jeux d'Athènes.

À vrai dire, ce n'est pas la première fois que l'on ressort cette histoire d'élection référendaire, sauf que la suggestion, venant de Jacques Parizeau, a plus que jamais l'air d'une gigantesque cage à homard scellée par une serrure à double tour.

Les Québécois sont, d'après les sondages, à 40 % souverainistes ? Eh bien ! On fera l'indépendance avec 40 % ! (C'est à peu près le maximum que le PQ peut espérer remporter dans une bataille électorale.) La cage est grand'ouverte. Malheureusement pour ses fabricants, les Québécois ont le cerveau plus développé que les homards.

M. Parizeau et ses disciples insistent : Mais oui, il y aurait référendum ! Cela est un leurre, car ce référendum surviendrait une fois le processus solidement enclenché, une fois les pots cassés et les ponts brûlés, et ne porterait que sur la constitution d'un Québec indépendant, pas sur le principe même de l'indépendance.

Le scénario est classique. Lorsque le PQ se trouve dans l'opposition, la division traditionnelle du parti refait surface : « étapistes » contre « purs et durs », « orthodoxes » contre « caribous », radicaux contre modérés...

Dans l'opposition, les péquistes, en tout cas les plus bouillants d'entre eux, sortent leurs gros sabres et rêvent de coups d'éclat (de coups d'État ?). Mais dès que des élections s'annoncent à l'horizon, ils rangent leurs sabres, baissent le ton et s'alignent prestement sur l'orthodoxie démocratique.

Pourquoi ? Tout simplement parce que les péquistes, pas fous, savent très bien qu'une élection référendaire leur ôterait toute chance d'être élus. Pourquoi ? Parce que les Québécois, qui vivent dans l'une des plus anciennes démocraties du monde, ne toléreraient pas qu'on les précipite dans la voie de la souveraineté sans qu'ils aient eu la possibilité de se prononcer sur la question.

En fait, même Jacques Parizeau a adopté la philosophie « étapiste » quand il est devenu chef du parti. En 1989 et en 1994, il a fait campagne, comme les autres, sur le thème du « bon gouvernement », reportant à plus tard la décision sur la souveraineté. Il savait fort bien que toute autre stratégie l'aurait écarté du pouvoir à jamais.

Aussi cette affaire n'est-elle qu'une autre grosse tempête dans un verre d'eau.

////////////////////////

Loin de démontrer un regain de vitalité de l'option souverainiste, la dernière sortie de M. Parizeau représente plutôt un pathétique constat d'échec.

Le PQ, censé être en pleine « saison des idées », n'aura finalement accouché que d'une idée vieille de 30 ans. Et M. Parizeau lui-même, dans le texte qu'il signait dans *La Presse*, avouait que le référendum n'est pas « jouable », autrement dit qu'il ne peut être gagné. D'où cette fuite désespérée vers un raccourci sans issue, une solution irréaliste, impraticable et absolument impossible à concilier avec la tradition démocratique du Québec.

vroum-vroum

À L'ÉVÉNEMENT DE À VOUS JOUER

mazda

AUCUN PAIEMENT AVANT 90 JOURS

au financement à l'achat†

Modèle GT GFX illustré

★★★★★
Indice de sécurité le plus élevé lors d'impacts♦

MAZDA **MPV** 2004

LOUEZ À PARTIR DE **279 $** par mois, pour **60** mois*
Transport et préparation inclus
0 $ Comptant initial
Dépôt de sécurité

OU

OBTENEZ **0 %** de financement à l'achat jusqu'à 60 mois††

MAZDA **TRIBUTE** 2005

LOUEZ À PARTIR DE **285 $** par mois, pour 48 mois*
Transport et préparation inclus
Comptant initial de 995 $
0 $ Dépôt de sécurité

Modèle GS-GT illustré

Première place
« Match du mois »
opposant cinq utilitaires sport.[1]
Éric LeFrançois, La Presse

MAZDA **B3000 DUAL SPORT** 2004

LOUEZ À PARTIR DE **259 $** par mois, pour 48 mois*
Transport et préparation inclus
0 $ Comptant initial
Dépôt de sécurité

OU

OBTENEZ **0 %** de financement à l'achat jusqu'à 60 mois††

Modèle B4000 SE Cab Plus illustré

Camionnette importée
la plus vendue au pays depuis 17 ans.♦♦

mazda6 FAMILIALE SPORT 2004

LOUEZ À PARTIR DE **289 $** par mois, pour 48 mois*
Transport et préparation inclus
Comptant initial de 2 395 $
0 $ Dépôt de sécurité

OU

OBTENEZ **0 %** de financement à l'achat jusqu'à 48 mois††

Modèle GS-V6 GFX illustré

« L'espace de rangement d'un utilitaire-sport avec tout le plaisir de la conduite automobile »[2]

PRÊT À ROULER

NOTRE ENGAGEMENT VOUS CERTIFIE QUE VOTRE NOUVELLE MAZDA EST INSPECTÉE, REÇOIT DES PROTÈGE-TAPIS ET UN PLEIN D'ESSENCE À LA LIVRAISON.

GARANTIE LEADERSHIP MAZDA
Renseignez-vous sur notre remarquable garantie complète.
ASSISTANCE ROUTIÈRE 24 HEURES MAZDA
Renseignez-vous sur le programme d'assistance routière Mazda, offert gratuitement avec toute nouvelle Mazda.

mazda
www.mazda.ca

3247408

LOCATION Personnalisée MAZDA

PROGRAMME MAZDA POUR LES DIPLÔMÉS

Vous trouverez beaucoup plus chez vos concessionnaires Mazda du Québec.

INFORMEZ-VOUS AU SUJET DU PROGRAMME MAZDA POUR LES DIPLÔMÉS.

†L'offre aux particuliers de « aucun paiement avant 90 jours » s'applique au financement à l'achat de toutes les Mazda 2004 et 2005 neuves et débute à la date de livraison du véhicule à l'acheteur. Le nombre de mensualités choisi par le client n'est pas réduit mais reporté de 3 mois. Aucun intérêt pendant les premiers 60 jours. Après cette période, le montant du capital ainsi que les intérêts devront être payés en fonction du terme prévu au contrat. ††Financement à l'achat aux particuliers de 0% jusqu'à 60 mois sur les Mazda MPV et camionnettes de série B 2004 neuves et de 0% jusqu'à 48 mois sur les Mazda6 Familiale Sport 2004 neuves. Financement consenti par l'entremise de la Banque Scotia. Sur approbation du crédit. Autres taux et termes de financement disponibles. *Taux de location personnalisée Mazda: offres portant uniquement sur la location au détail des Mazda MPV GX 2004 (modèle LIAXZ74AA00), des Mazda Tribute GX 2005 (modèle WSXD55AA00), des camionnettes Mazda B3000 SX 2004 (modèle YCOB54AA00) et des Mazda6 Familiale Sport 2004 (modèle GASZ54AA00) neufs. Comptant initial ou échange équivalent et premier versement mensuel exigés. Aucun dépôt de sécurité requis. Aucun comptant initial requis aux offres de la Mazda MPV et de la Mazda B3000. Offres soumises à l'approbation de Crédit Mazda Canada inc. Limite de 80 000 km. Frais de 8¢ le km additionnel. Location avec limite de 100 000 km disponible. Immatriculation, assurances, taxes et frais d'inscription au RDPRM en sus. ♦Indice de sécurité le plus élevé accordé à la MPV 2004 par la NHTSA des É.U., à la fois pour le conducteur et les passagers, lors des tests d'impact frontal, latéral et arrière. ♦♦Rapports de l'AIAMC 1987-2003. [1] La Presse, octobre 2002. [2] Richard Russel, Halifax Chronicle-Herald. Les modèles illustrés peuvent différer et sont utilisés à titre indicatif seulement. Certains équipements illustrés peuvent être offerts en option ou de série sur d'autres modèles. Les stocks peuvent varier selon les concessionnaires. Les concessionnaires peuvent louer à prix inférieur. Voir un concessionnaire participant pour les détails. Aucune combinaison d'offres possible. Offres d'une durée limitée à compter du 11 août 2004.

3247401A